

**Bientôt la fête !**  
**week-end de la Pentecôte, les 25, 26 et 27 mai**

# **lutte ouvrière**

**La bourgeoisie  
sud-africaine  
contre  
les ouvriers  
noirs**

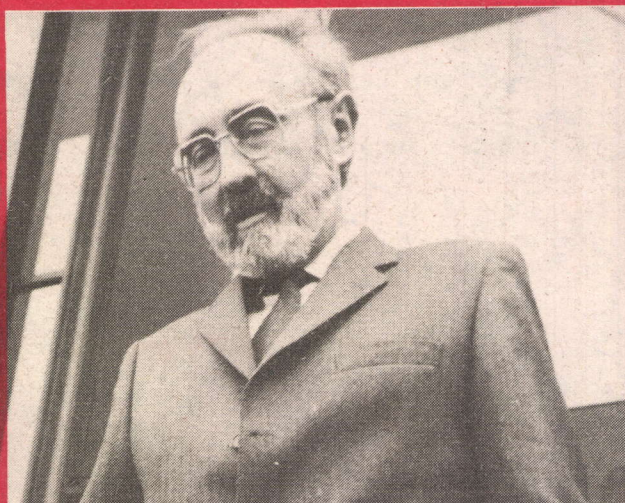
P. 10

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 883 - 4 mai 1985 - prix : 6 F

**sommet des pays  
industrialisés à Bonn**

# **LES SEPT MAFIOSI**

**Nouvelle-  
Calédonie**



**le gouvernement  
gagne du temps  
le peuple  
kanak  
n'y gagne rien**

P. 14-15

**Le Liban  
toujours  
déchiré  
par la guerre**

P. 11





# sommaire

## Dans le monde

Page 8 :

— Il y a 20 ans, l'armée américaine écrasait la population de Saint-Domingue.

Page 9 :

— Les pillards du Tiers Monde.

Page 10 :

— Afrique du Sud : la bourgeoisie blanche tente d'étouffer la combativité des ouvriers noirs.

— Ethiopie : 60 000 réfugiés chassés d'un camp par l'armée.

Page 11 :

— Liban : après l'occupation israélienne.

## En France

Page 4 :

— Premier Mai : travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Page 5 :

— Nouvelle-Calédonie : Fabius gagne du temps, le peuple kanak n'y gagne rien.

Pages 6 et 7 :

— Show présidentiel : ça schtroumpfait dur !

— Ce que Mitterrand et quelques autres déclaraient le 10 mai 1981.

Page 12 :

— Le gouvernement se paie la tête du monde.

Page 13 :

— Chantiers Alcatel-Thomson Levallois ; BNP Barbes.

Page 19 :

— Pentecôte 85 : bientôt la fête !

## Culture

Pages 14 et 15 :

— La Cité de la joie, un livre de Dominique Lapierre : la vie quotidienne dans un bidonville de Calcutta.

Pages 16 et 17 :

— Films : The Bostonians ; Brother ; La route des Indes.

Page 18 :

— Livres : Les hommes de l'extrême-droite d'Alain Rollat ; Une disparition de haute importance de Topol et Neznansky.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## Le gouvernement et les gendarmes : sanction en public, promotion en douce

Charles Hernu, ministre de la Défense, a déclaré lors du congrès de la Fédération nationale des retraités de gendarmerie, le 26 avril, rendre « un vibrant hommage » aux gendarmes en activité qui « servent la France avec loyauté et compétence » et qui ont « l'entière confiance du président de la République ». Il s'est ainsi empressé de justifier le gouvernement, car il y aurait de la grogne chez les officiers de gendarmerie. Alors, aussitôt, le ministre s'exécute !

En effet, plusieurs officiers de gendarmerie s'en sont pris au gouvernement, accusé de faire perdre sa crédibilité à la gendarmerie à propos de la Nouvelle-Calédonie et de l'affaire Grégory-Villemin. Le rappel du capitaine Saffray de Nouvelle-Calédonie, à la suite des incidents du piquenique du Front National à Thio, a été considéré par ces officiers de gendarmerie comme un désaveu et un abandon.

Et pourtant le journal Le Monde de samedi 27 avril révèle à ce propos que ce capitaine Saffray a reçu en fait une nouvelle affectation outre-mer (comme il l'avait demandé) et que son poste en Côte-d'Ivoire est considéré comme un emploi de responsabilité, bénéfique pour la suite de sa carrière dans la gendarmerie. Un exemple qui montre comment une sanction par le gouvernement peut devenir... une promotion !

## COMMUNIQUE DE L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS MAROCAINS EN FRANCE

L'Association des Travailleurs Marocains en France nous fait savoir :

« Les autorités marocaines ayant retiré le passeport à notre camarade NACIRI Mohamed depuis le 7 mars 1985 (c'est un travailleur à l'entreprise New-Holland à Dijon), il est empêché de rejoindre son travail et sa famille.

Nous attirons l'attention de l'opinion publique sur cette atteinte à un droit élémentaire des droits de l'homme.

Nous faisons appel aux forces démocratiques et aux autorités françaises pour faire tout ce qui est en leur pouvoir pour lever cette injustice. »

## En bref

### Fumée plus chère

Les fumeurs bénéficient d'une petite semaine de sursis : la hausse de 4,5 % prévue en moyenne sur les cigarettes n'interviendra pas le 1<sup>er</sup> mai, mais le 6. Le temps sans doute, en jouant sur les dates des hausses, de laisser un peu souffler l'indice des prix. En effet, 1,8 % de hausse en mars (ce qui donne un rythme de 7,2 % pour l'année en cours) et l'indice d'avril, qu'on dit plutôt élevé également, laissent mal augurer de l'allure de l'inflation... Le gouvernement doit ménager son souffle.

### Une femme en trop

A Bègles, dans la Gironde, la direction d'une agence CGEE Alsthom a réussi à faire licencier pour des « raisons économiques » l'unique femme monteur-électricien du groupe (20 000 salariés).

Du sexisme là-dedans ? Certainement, si l'on sait que la direction, selon les syndicats CGT et CFDT de l'entreprise, refusait en fait de procéder, comme la loi l'y oblige, à l'installation de vestiaires et de sanitaires séparés, pour la dame en question. C'était trop cher. La direction a préféré lui payer des indemnités !

### La passion pour l'auto en marche arrière !

Cinq cent mille voitures, soit deux fois et demie de plus qu'en 1981 (si l'on en croit l'Association générale des sociétés d'assurances contre les accidents), circuleraient actuellement sans assurance, et cela malgré la loi qui rend cette assurance obligatoire. Les Français bouderaient également leurs voitures et n'y consacraient plus autant de passion... ou d'argent. Ainsi, alors qu'en janvier 1983 le kilométrage moyen était de 11 000 kilomètres par an, en 1975, il était de 13 000. Le parc automobile vieillit et le nombre des

immatriculations, qui depuis 1978 stagnait autour de 2 000 000 par an, a chuté à 1-760 000 en 1984.

Un effet spectaculaire de la crise qui, d'après les compagnies d'assurances, risque de s'aggraver encore.

### Le cheval a bon dos !

Les dirigeants du PMU étaient sur la sellette samedi soir dans l'émission de Michel Pollac, Droit de réponse. Et les spectateurs ont pu apprendre à cette occasion quelques dessous sur les pratiques du PMU. C'est ainsi que 40 personnes de la maison se partagent 2 milliards de salaires, que la fabrication des bordereaux et des pinces à encocher était assurée par des membres de la famille PMU ou que les journalistes hippiques recevaient un chèque à l'occasion du prix de l'Arc de Triomphe ; pour leur publicité gratuite, peut-être ?

Quand à la veuve de « Monsieur X », ce parieur qui s'était fait une réputation en jouant et en gagnant gros au tiercé, elle n'a pas mâché ses mots contre les dirigeants du PMU. Après avoir accordé des dérogations à son mari, qui dépassait les plafonds des enjeux accordés, le PMU trouva un témoin pour le confondre et l'accula au suicide.

Le monde des courses n'a jamais eu très bonne réputation et il aurait été étonnant que la société qui organise les paris en brassant des milliards reste à l'abri de tout soupçon. De là à penser que, pour gagner gros au tiercé, il vaut mieux l'organiser que de jouer...



— Monsieur X.

### Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



# SOMMET DES PAYS INDUSTRIALISES DE BONN :

## Les sept mafiosi !

**C**OMME chaque année depuis dix ans, les dirigeants des sept pays les plus industrialisés sont réunis pour tenter officiellement de régler les problèmes de l'économie mondiale, c'est-à-dire de sa crise. Et depuis dix ans qu'ils se réunissent ainsi, de Rambouillet en 1975 à Bonn aujourd'hui, on ne peut pas dire qu'ils aient changé grand chose à la crise mondiale ou à ses conséquences.

Comment en irait-il autrement ? La loi qui préside aux relations entre les grandes puissances industrielles, c'est le chacun pour soi.

Les puissances européennes voudraient bien que cessent les taux d'intérêt élevés offerts par les banques américaines, qui drainent les capitaux européens vers les Etats-Unis, les empêchant de s'investir en Europe et provoquant accessoirement la hausse du dollar. Mais bien sûr, ils ne souhaitent pas tellement la baisse du dollar qui leur permet de maintenir des exportations qu'ils ne maintiendraient pas si le coût élevé du dollar ne défavorisait artificiellement les marchandises américaines, aussi bien sur le marché mondial que sur le marché intérieur des USA.

Le gouvernement américain, lui, n'accepte pas de renoncer aux taux élevés de ses banques qui lui procurent, sans recourir à l'inflation, les capitaux nécessaires à payer son déficit budgétaire, c'est-à-dire son soutien, par commandes militaires interposées, aux grands groupes capitalistes américains qui préfèrent de beaucoup produire du matériel de guerre à prix élevé que des biens de consommation à bas prix.

Par contre, le gouvernement U.S. voudrait bien que l'Europe abaisse un peu ses barrières douanières vis-à-vis de l'extérieur, et en particulier dans le domaine agricole, car c'est la déroute parmi les agriculteurs américains, dont les faillites se multiplient. Le gouvernement américain souhaiterait aussi que le Japon, qui sait si bien exporter sur le marché intérieur américain, ouvre ses propres frontières, au lieu de les fermer à la concurrence étrangère par une réglementation quasiment... chinoise !

Peut-être les sept grands se feront-ils quelques concessions de détail, âprement négociées, donnant-donnant, favorisant, par exemple, tel groupe industriel d'Europe au détriment des agriculteurs européens. Mais un accord général n'est pas possible, car, dans la recherche du profit de l'économie dite « libérale », c'est

tant pis pour les autres. Et ce sera sans doute, une fois de plus, tant pis pour les faibles, même entre les sept grands eux-mêmes, les Etats-Unis étant de loin les plus forts économiquement. Et ce sera aussi le cas bien plus sûrement encore de tous les autres pays du monde qui ne font pas partie des sept, et en particulier des pays sous-développés dont on parlera beaucoup, hypocritement, à Bonn, mais pour lesquels rien ne sera fait, à part multiplier les capacités militaires contre ceux des peuples qui seraient tentés de se rebeller.

Oui, ce sont sept brigands qui sont réunis à Bonn. Pas pour régler la crise mais pour tenter d'en limiter les dégâts pour eux-mêmes autant que faire se peut, en fonction de stricts rapports de force mais pas en fonction de la raison, de la justice ou du bien commun.

De cette réunion, les peuples n'ont rien à attendre. De toute façon, les solutions qui seront trouvées le seront sur leur dos, car il faudra bien que quelqu'un paie : quand les chefs de la Mafia se réunissent, c'est uniquement pour éviter d'avoir à trop s'assassiner entre eux, mais certainement pas pour améliorer le sort de leurs victimes.

Mais les sept ont finalement assez raison de se réunir ainsi, dans cette période de crise. Tous les peuples, tous les exploités des pays industrialisés, comme ceux du Tiers Monde, peuvent ainsi voir clairement entre quelles mains repose le sort de l'humanité. Car sept pays exploitent cruellement l'ensemble de la terre, sept gouvernements représentant les intérêts généraux de quelques centaines seulement de monopoles financiers, industriels et commerciaux.

Tous les opprimés voient que quelques milliers de personnes représentant les sommets de l'impérialisme mondial, sont ceux à cause desquels l'humanité peine, souffre, voit le fruit du labeur de centaines de millions de travailleurs anéanti par la crise économique, voit les progrès de la technologie ne servir qu'à envisager d'utiliser l'espace pour détruire plus rationnellement encore les vies humaines lors d'une troisième Guerre mondiale. Car s'ils parlent de « guerre des étoiles », c'est quand même sur la terre que l'on mourra le plus.

Oui, c'est à cause de la domination économique et politique d'une petite minorité que l'humanité souffre, et souffrira encore bien plus si la révolte de tous les opprimés n'arrive pas un jour à les empêcher de nuire.

Arlette LAGUILLER

## PSU, PS, P... ?

Rocard  
prend  
son  
élan

Décidément, l'exercice du pouvoir ne réussit pas beaucoup aux partis de gauche.

Le Parti Communiste y a perdu, avant de se résigner à sortir du gouvernement, la moitié de son électorat.

Le PSU n'en a pas perdu tant, car pour perdre il faut être riche, mais, Huguette Bouchardeau, dont la participation était contestée par sa propre organisation a préféré démissionner... de cette dernière, plutôt que du gouvernement. Mais le PSU ne s'en trouve guère renforcé.

Quant au Parti Socialiste, si son électorat s'effrite moins vite que celui du Parti Communiste, certains des hommes qui sont à sa direction semblent envisager, sinon de quitter immédiatement le navire présidentiel, du moins de se rapprocher des issues de secours.

C'est sans doute le cas de Michel Rocard qui, après sa démission du gouvernement sous le prétexte quelque peu artificiel d'un peu trop de proportionnelle à son goût aux pro-

chaines élections, vient de donner publiquement quelques conseils au Parti Socialiste. Selon lui, « *le Parti Socialiste a appris à gouverner* », c'est-à-dire, en traduisant en clair, qu'il a appris à mener au gouvernement une tout autre politique que celle qu'il préconisait avant d'y parvenir, mais — toujours selon Rocard — il n'a pas encore donné publiquement la garantie qu'il se souviendrait dans l'avenir de cet apprentissage et qu'il en tiendrait compte dans les idées qu'il défendrait.

Autrement dit, pour Rocard, le Parti Socialiste qui fait, depuis 1981, au gouvernement tout ce qu'il peut pour séduire la bourgeoisie, doit en plus, aujourd'hui, le dire ouvertement, s'en faire le chantre, et surtout ne plus se présenter comme un parti de travailleurs et ne plus prétendre, même hypocritement, défendre ces derniers.

Rocard voudrait sans doute que le Parti Socialiste se dise ouvertement un parti de la bourgeoisie. Ce n'est pas tout-à-fait dit dans ces termes-là,

bien sûr, mais au moins Rocard, par rapport aux autres dirigeants socialistes, a le mérite de la franchise.

Combien de temps restera-t-il au Parti Socialiste ? Nul ne saurait prétendre faire un pronostic, car Rocard est un spécialiste du tremplin. Il est ainsi passé du PSU au PS, de la gauche du PS à sa droite. Il est cependant probable qu'il attendra les élections de mars 1986 car son ambition est sûrement présidentielle, et de ce point de vue il a justement l'exemple de Mitterrand, auquel les changements de parti n'ont pas mal réussi.

Mais ce n'est pas dit que Rocard souhaite quitter le PS. Il peut simplement viser à être le candidat du Parti Socialiste aux Présidentielles de 1988, pouvant offrir à la bourgeoisie plus de crédit et de certitudes que n'importe quel autre.

Et puis, s'il est aussi patient qu'ambitieux, il peut peut-être faire le calcul que si Chirac est élu en 1988, Rocard a peut-être ses chances pour 1995.



# Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Au fil des années, en France comme dans bien d'autres pays, le Premier Mai a perdu toute sa signification.

A la fin du siècle dernier et au début de ce siècle, cette journée représentait une journée commune pour tous les travailleurs du monde, une journée qui n'était nulle part chômée à l'époque, qui n'était pas une fête organisée par les gouvernements.

C'était au contraire une journée d'épreuve, à laquelle ils se préparaient, et souvent avec crainte car c'était une journée où, dans le monde entier, dans tous les pays des travailleurs faisaient grève, manifestaient, luttèrent en même temps. C'était une journée où la classe ouvrière du monde entier montrait que, par-delà les frontières, les nationalités, les races, les emplois, les situations politiques, la classe ouvrière était une seule et même classe, une seule et même communauté d'intérêts, prête à se défendre contre la classe des exploiters, dont les capitaux depuis bien longtemps déjà avaient traversé toutes les frontières.

Aujourd'hui, en Russie ou en Europe de l'Est, le Premier Mai est devenu l'occasion de tristes mascarades ou

de défilés militaires qui se font peut-être au nom du socialisme, du communisme, au nom du prolétariat, mais qui n'ont plus aucun rapport avec ce que représentait le Premier Mai au temps où Staline n'avait pas encore dissous la dernière Internationale ouvrière.

Et dans les pays industrialisés d'Europe et d'Amérique, le Premier Mai est, comme ici, devenu le plus souvent une fête du travail, où le muguet a complètement pris la place des drapeaux rouges.

Mais dans nombre de pays de la planète, en Amérique du Sud, en Afrique du Nord ou du Sud, dans beaucoup de pays d'Asie, le Premier Mai n'a pas eu ce caractère. Ce jour-là, des travailleurs, des militants, en butte à la répression, aux dictatures antiouvrières, ont pensé aux travailleurs des autres pays, ont espéré dans leur fraternité, leur solidarité. Et, du fait que c'était le Premier Mai, ils sont intervenus auprès de leurs camarades de travail, ils ont pris la parole dans des meetings interdits, ils ont organisé des manifestations interdites, risquant de perdre leur liberté et leur vie pour que la classe ouvrière de leur pays sache que, par-delà les années, les distances et les frontières, elle fait partie du grand peuple des travailleurs.

## POLOGNE

### L'autosatisfaction du régime démentie par les manifestants

Pour Jaruzelski, « la période de tension, d'anarchie et de déchirements est révolue » en Pologne. C'est en tout cas ce qu'il a déclaré dans son discours officiel du 1<sup>er</sup> Mai.

Mais ce sempiternel « tout va très bien, madame la Marquise » s'est trouvé démenti sur-le-champ par les manifestations d'opposition qui se sont déroulées ce jour-là dans tout le pays à l'appel de Solidarité, et ceci malgré les importants dispositifs policiers qui avaient été mis en place.

A Varsovie même, 10 000 manifestants ont défilé pendant deux heures derrière des banderoles où l'on pouvait lire « Solidarité vit » et « Libérez les prisonniers politiques ». Au même moment, des milliers de manifestants se faisaient entendre dans les autres grands centres ouvriers de Pologne, dont Gdansk, Poznan et Nowa-Huta.

Dans plusieurs villes, de violents affrontements ont éclaté entre les opposants au régime et les forces de répression, en particulier à Varsovie, au cours d'un ras-

semblement devant l'immeuble qui avait servi de siège à Solidarité avant sa dissolution par les militaires. Et la presse rapporte des dizaines d'arrestations à l'occasion de ces affrontements, dont celle de Jacek Kuron, ancien co-fondateur du Comité d'auto-défense sociale et membre de la direction de Solidarité avant la dissolution.

En fait, quoi que Jaruzelski puisse dire ou faire aujourd'hui, l'opposition à son régime reste bien vivante. Il le sait d'autant mieux que, il y a à peine deux mois, il a dû lui-même reculer face aux menaces de grève lancées par Solidarité et se résoudre à étaler dans le temps un train de hausses des produits de première nécessité. Et si, à ses yeux, la période « d'anarchie » est révolue — puisqu'il est au pouvoir — il en est toujours aujourd'hui à la période de répression, et celle du consensus en faveur de son régime n'est certainement ni pour aujourd'hui, ni même pour demain !

François ROULEAU



L'an dernier, Walesa avait pu participer au défilé du 1<sup>er</sup> mai à Gdansk.

## Le 1<sup>er</sup> Mai à Paris

Les manifestations organisées par les syndicats à Paris en ce 1<sup>er</sup> Mai ont rassemblé peu de monde.

Quelque 1 500 personnes défilaient le matin avec FO, « Pour le droit au travail et la défense des chômeurs ». Le cortège de la CFDT regroupait environ 2 500 manifestants, avec, entre autres slogans : « Pour l'emploi, les 35 heures, lutte contre le racisme et solidarité internationale ».

Quant à la CGT, sa manifestation était de loin la plus nom-

breuse puisqu'elle comptait quelque 15 000 personnes, parmi lesquelles on dénombrait plus d'un tiers de manifestants groupés derrière des banderoles de divers pays. Les mots d'ordre de la CGT étaient : « Rigueur, austerité : assez » ; « Agissons pour l'emploi, le pouvoir d'achat, les libertés ».

Sur une banderole de la CGT 92 (c'est dans ce département des Hauts-de-Seine que se trouve l'usine Renault-Billancourt) on pouvait lire :

« Ensemble dans la lutte pour 4 000 F minimum, la garantie du potentiel industriel, une industrie automobile française ». Une banderole des Télécommunications, elle, portait le slogan : « Contre la casse, les licenciements, pour le maintien et le développement de cette industrie de pointe ».

En cette période de crise où le chômage s'accroît, où des licenciements vont avoir lieu à Renault, ces manifestations n'ont exprimé ni le mécontente-

ment, ni les inquiétudes de la classe ouvrière, ni son besoin d'être unie contre le racisme et la xénophobie.

Par ailleurs, plusieurs organisations indépendantistes ont regroupé plusieurs centaines de personnes qui manifestaient leur soutien à ceux qui, en Nouvelle-Calédonie et dans tous les territoires encore dominés par la France, luttent contre le colonialisme.

## Ils se remplissent les poches tant qu'il est encore temps

« Nous nous opposerons avec la dernière énergie à l'administration directe de la Nouvelle-Calédonie par l'Etat », a déclaré Dick Ukeiwé, le chef RPCR du gouvernement territorial. Voilà le bon Kanak, celui dont les colons eux-mêmes ont fait leur porte-parole, qui deviendrait frondeur vis-à-vis de l'Etat Français et pour un peu deviendrait indépendantiste ! Mais, après tout, pourquoi pas ? Ou en tout cas, autonomiste au moins ; ça peut avoir du bon. Car ce n'est pas de sa faute s'il est devenu chef du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie : c'est de la faute à ce socialiste de Lemoine qui a inventé ce poste.

Mais il y a pris goût, Ukeiwé, et ses amis avec. Au point que ce qui les enrage le plus dans le nouveau projet gouvernemental serait de voir disparaître ce gouvernement régional qu'ils dirigent.

Et on comprend la grogne des colons quand on récapitule les mesures qu'ils se sont votées depuis qu'avec les élections de novembre 1984, boycottées par les indépendantistes, ils ont hérité sans partage de l'Assemblée et du gouvernement territorial.

Les cent cinquante plus importants contribuables ont vu leur taux d'imposition passer de 60 à 40 %. Leur contribution foncière a été réduite de 20 % et ils ont bénéficié d'un abattement forfaitaire de 30 %.

Pour récupérer ce manque à gagner de 750 millions de francs, le projet de budget prévoit entre autres d'augmenter les impôts indirects de 15,50 % à 41,50 %, augmentation qui pèse toujours relativement plus lourd sur les plus pauvres.

Mais ce n'est pas tout. On sait en effet maintenant à quoi sert le gouvernement calédonien. Le traitement des membres du gouvernement local a été augmenté de 150 000 F CFP par mois (soit 8 250 de nos francs), le record appartenant au président du gouvernement : 230 000 F CFP par mois (12 650 F) ! Les ministres touchent en plus 130 000 F CFP (7 150 F) de frais de représentation. Toutes ces sommes échappent à l'impôt.

En 1986 un bâtiment pour le gouvernement (250 millions de francs CFP) devrait accueillir cinq cents fonctionnaires, alors que dans le même temps le projet de construction d'un hôpital sur la côte est, à majorité canaque, est supprimé. Une autre construction administrative coûtera 600 millions de francs CFP.

Enfin, sur le budget d'équipement prévu pour le territoire, qui atteint 3,7 milliards de F CFP, 2,3 milliards sont destinés à la zone de Nouméa (habitée par 79 % des Européens et par seulement 27 % des Mélanésiens) et 1 milliard au sud du territoire, l'est et le nord.

220 millions seulement de francs CFP iront sur la côte ouest à majorité canaque. Les îles de la Loyauté, favorables au FLNKS, recevront 161 millions de francs CFP. A elles seules, ces deux régions regroupent 30 % de la population du territoire et sont mélanésiennes à 85 %.



# Fabius gagne du temps, le peuple kanak n'y gagne rien

Pas de vote sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie avant 1987 (un an après les législatives donc), a tranché Mitterrand. Visiblement, gagner du temps est depuis le début le fond de la ligne de conduite gouvernementale sur cette question.

Ainsi le statut Lemoine, qui avait été adopté l'an dernier, repoussait à 1989 toute décision sur l'indépendance. Mais c'était tout de même trop gros à faire avaler aux indépendantistes. Et l'on connaît la suite.

Le nouveau projet de loi annoncé par Fabius tiendrait-il mieux la route ? Rien n'est moins évident, car il ne s'agit que d'une cote mal taillée tentant de faire la part entre un projet qu'avait avancé le porte-parole du parti des colons, le RPCR de Dick Ukeiwé, et les espoirs des mouvements indépendantistes, auxquels on cherche à donner quelques concessions immédiates tout en repoussant (une fois de plus) à plus tard leur revendication essentielle.

Car l'idée de découper provisoirement le territoire en quatre régions, qui auraient chacune son propre Parlement et son propre exécutif local, reprend en réalité les grandes lignes du projet avancé par Dick Ukeiwé en janvier dernier. Sauf qu'il ne s'agit là dans le projet gouvernemental que d'un statut provisoire, en attendant une consultation sur l'indépendance en 1987 ; une menace ultérieure qui ne devrait pas trop inquiéter les dirigeants du RPCR, version calédonienne du RPR, puisque d'ici là la majorité gouvernementale pourrait bien avoir changé de main en France. Quant à ce partage, il ne peut pas être défavorable aux colons, car les régions où les indépendantistes auront la majorité des sièges (le nord et les îles Lifou), celles où les Kanaks sont surtout concentrés, sont les plus pauvres, tandis que les représentants des colons sont sûrs de contrôler le Parlement de la région riche, celle de Nouméa. Seule la zone du centre, où se trouvent des villages kanaks mais aussi des propriétés caldoches, pourrait avoir une assemblée très partagée.

Le RPCR aurait même toutes les chances d'avoir au total plus de sièges que le FLNKS au sein du « Congrès » rassemblant les élus des quatre Assemblées régionales, d'autant plus qu'au tout dernier moment, devant les protestations de la droite et l'intervention du conseil d'Etat, Fabius a rajouté à son projet un siège de plus pour la région de Nouméa.

Quant à la base militaire que le gouvernement a décidé de construire pour accroître la présence militaire française en Nouvelle-Calédonie, elle devrait satis-

faire l'armée et la droite française, d'une part, les entrepreneurs caldoches qui vont tirer profit de sa construction, de l'autre.

Il n'empêche que, malgré toutes ces concessions, le RPCR et la droite française ont aussitôt manifesté leur opposition au projet. Et le RPCR a menacé de boycotter à son tour les futures élections régionales. C'est que pour l'instant la droite coloniale a, avec le gouvernement régional que préside Dick Ukeiwé, un bien meilleur cadeau que le seul contrôle d'un gouvernement de la région de Nouméa. Quant à la droite française, le problème calédonien est un si bon cheval de bataille pour attaquer Mitterrand que, même si Mitterrand reprenait tous ses projets, elle trouverait encore le moyen d'être contre.

Du côté des dirigeants du FLNKS par contre, le projet de Fabius a été écouté d'une oreille plus complaisante. Certes, ils ont protesté contre la base militaire et contre le rejet du choix de l'indépendance à 1987, quand les socialistes qui la leur ont promise ne seront peut-être plus au gouvernement. Mais c'est, malgré ce nouvel escamotage, sur les aspects du projet qu'il estime positifs que Tjibaou a tenu à insister. « A priori le découpage ne nous est pas défavorable, dans la mesure où nous pouvons avoir la majorité dans la circonscription des îles Loyauté, dans celle du nord et 50 % dans celle du centre » a-t-il déclaré. « Si nous disposons du pouvoir régional, c'est fini : nous construisons l'indépendance. »

Mais quel type d'indépendance va-t-il pouvoir commencer à construire ainsi ? Sur le plan électoral, la partition territoriale proposée n'est probablement pas défavorable au parti de Tjibaou, puisqu'il le dit. Au lieu d'un gouvernement provisoire, sans territoire et sans budget, les dirigeants du FLNKS auront un petit territoire à gouverner et les moyens de commencer à construire une administration, un appareil d'Etat.

Mais qu'est-ce que cela changera réellement dans l'immédiat (et quel changement cela prépare-t-il dans l'avenir) pour le peuple kanak, pour ceux de Nouméa toujours sous administration blanche, mais aussi pour ceux du nord ou des îles Loyauté qui auront peut-être affaire à une administration kanake, une administration qui, n'ayant rien à gérer que la misère, n'aura finalement comme seul rôle que de la faire accepter à son peuple ? Car c'est bien là le piège où le plan Fabius voudrait enfermer les indépendantistes kanaks : puisque les dirigeants indépendantistes veulent gouverner, on leur propose dans un premier temps de gouverner les

régions les plus pauvres. Et si, forts de leur nouvelle autorité gouvernementale, ils acceptent ainsi de faire eux-mêmes la police dans ces régions, c'est-à-dire là où la population a le plus de raisons de se révolter, ce serait tout bénéfice pour le gouvernement français.

Les dirigeants du FLNKS acceptent-ils de jouer ce jeu, malgré l'escroquerie gouvernementale qui consiste à repousser l'indépendance promise par la gauche... à après la gauche ? C'est à eux de le dire. Les premières déclarations de Tjibaou vont dans ce sens en tout cas.

Alors, le plan gouvernemental va-t-il aboutir d'abord à un gouvernement régional qui serait une première ébauche, encore un peu plus petite et un peu plus pauvre, de cet Etat national que les dirigeants kanaks ambitionnent de construire sur tout le territoire ? Nous ne le savons pas.

Mais ce que nous savons, en revanche, c'est que le peuple kanak, lui, a droit à plus. Non seulement il a



Edgar Pisani, député du gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie, au sortir d'une entrevue, en mars dernier, avec Laurent Fabius. La politique gouvernementale : gagner du temps !

droit à plus que le seul pouvoir dans les régions où le colonialisme l'a enfermé, mais aussi à bien plus que de se laisser enfermer dans les frontières étroites d'un Etat national que ses leaders actuels veulent bâtir.

Oui, il a droit à disposer des moyens accumulés dans les pays riches et qui viennent en partie des

richesses pillées en Nouvelle-Calédonie par l'impérialisme français.

Cela dépend, bien sûr, des perspectives qu'il se fixera et de ses luttes. Mais pas seulement. Cela dépend aussi du soutien qu'il pourra trouver dans la classe ouvrière de France.

Olivier BELIN

## Une affaire en or pour les trusts du nickel

A l'époque où les militants kanaks imposaient le blocus autour de Thio, beaucoup de monde avait prétendu qu'ils étaient en train d'asphyxier la production de nickel calédonien.

Pourtant, à en croire le bilan qu'elle vient de publier, la Société Le Nickel (SLN), qui exploite les mines calédoniennes, est très loin de l'asphyxie : son chiffre d'affaires a en effet progressé de 40 % par rapport à l'année précédente !

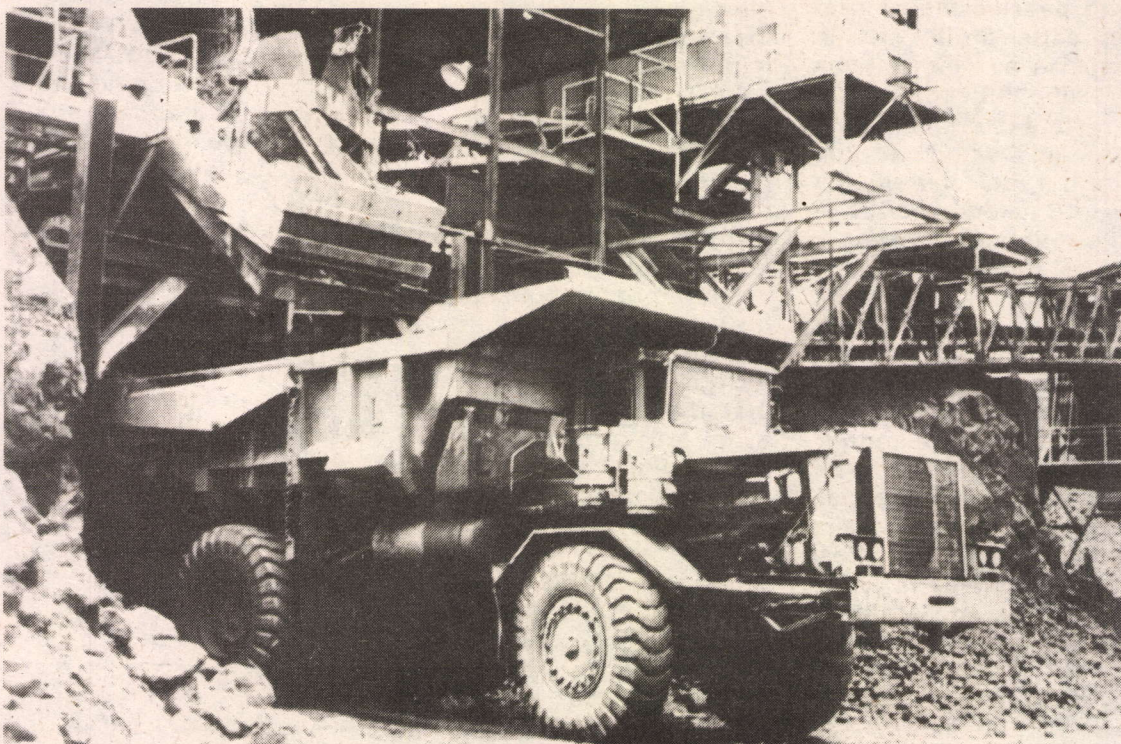
Il est vrai que les dirigeants de cette société ont

quand même trouvé le moyen de se déclarer déficitaires : tout simplement en constituant des provisions pour faire face aux « conséquences des événements politiques survenus en Nouvelle-Calédonie depuis novembre 1984 ». L'opération est évidemment, malgré les apparences, tout bénéfice, puisqu'elle lui permet d'un côté de faire des économies d'impôts et de l'autre d'utiliser les fameuses provisions pour spéculer, en attendant le moment hypothétique où elles

seront nécessaires.

Voilà des patrons qui ne perdent pas le nord. Non seulement ils bénéficient déjà d'un régime fiscal de faveur en Nouvelle-Calédonie — comme toutes les sociétés qui y sont implantées. Non seulement ils ont exploité les ressources naturelles du pays à l'œil depuis des décennies, grâce à l'aide de l'Etat français. Mais en plus ils trouvent le moyen de tirer bénéfice du fait que leurs profits seraient peut-être menacés... un jour !

AFP



La SLN (Société Le Nickel) a toujours su extraire... du profit de la mine de Thio (sur la côte est de l'île).



## SHOW PRESIDENTIEL

# Ça schtroumpfait dur !

L'émission de TF1 présentée par Mourousi l'autre dimanche, Ça nous intéresse, Monsieur le Président, était paraît-il « décoiffante », « branchée », plus regardée en tout cas que les autres émissions politiques du même genre (32,8 % d'écoute en moyenne, d'après un sondage Audimat relevé par le journal Le Monde).



Avec son air habituel de jésuite éclairé, Mitterrand s'est montré maître en l'art de parler de tout, de rien, mais surtout de ses états d'âme.

« La solitude pour la décision », c'est « douloureux ». Car, même si on élabore à plusieurs — et François Mitterrand a pris soin de rappeler qu'il travaille en équipe —, « quand on décide, on est forcément seul ».

Etre président, « l'enfer » ? Tout de même pas ! Mais que c'est « difficile » (surtout de contenter la droite...) !

D'ailleurs, qu'elle ne se frotte pas les mains trop vite, cette droite si elle l'emporte aux législatives de 1986 : lui, Mitterrand, ne restera pas « inerte ». A ceux qui réclament son départ, il dit « clairement : non » ! D'ailleurs, mettre la « clé sous le paillason », ce n'est pas « son genre ».

Et puis, aux mauvaises langues qui se moquent des difficultés de Renault, il a répondu que « Renault ne sera pas dénationalisée ». Renault se redressera — et il cita l'exemple d'entreprises automobiles étrangères qui ont opéré de spectaculaires redressements, comme la General Motors notamment (qui soit dit en passant a licencié des milliers de travailleurs aux Etats-Unis) car Renault a « de bons cadres, de bons chercheurs », des techniciens, des ouvriers qualifiés qui

gagneront !

Dans l'immédiat par contre, c'est sûr, ce qui attend les travailleurs de chez Renault, c'est le plan de restructuration de Besse et quelque 15 000 suppressions d'emplois à la clé. L'avenir de Renault, pour eux, c'est ça ! Mais Mitterrand n'allait pas traiter de problèmes aussi terre à terre.

Abordant pêle-mêle des thèmes aussi divers que la jeunesse, le chômage, les radios libres, la Nouvelle-Calédonie, le « look » de Jack Lang ou la pyramide de verre pour rajeunir le Louvre, Mitterrand s'est bien gardé de développer les questions politiques importantes.

La Lorraine, par exemple ? Ce sont les Lorrains, licenciés par milliers des mines et des usines sidérurgiques, qui ont dû être contents d'apprendre qu'on allait peupler leur avenir de petits bonshommes bleus, les « schtroumpfs », autour desquels on allait créer un parc d'attractions, destiné avant tout à leur procurer des emplois.

Et le chômage, justement ? Cela inquiète le président. Il s'est dit « préoccupé par le cas des chômeurs qui arrivent en fin de droits » ou de ceux pour qui, de toute manière, « il n'est pas possible de vivre avec 43 F par jour » (c'est bien la gageure que l'on propose aux jeunes « tucistes »,

une réussite du septennat, pourtant !). Avec une augmentation en sept ans (sous Giscard) de 350 à 400 % du nombre de demandeurs d'emploi (700 000 depuis 1981, ce qui ne dit rien de la part d'augmentation qu'il attribue à la législature socialiste), le chômage « c'est trop », dit Mitterrand et c'est, « on va la répéter cent fois, la douleur de la France ».

Mais la France a aussi ses médailles d'or. Ainsi la contribution française à la lutte contre la faim dans le monde (550 000 tonnes de céréales) place paraît-il le pays au second rang après les USA. Mais le domaine privilégié de l'intervention française dans les pays pauvres, c'est ... la vente d'armes ! Un vrai record ! 37 milliards de francs en 1984, sans compter 62 milliards de commandes. Mais, enchaîne Mitterrand, en bon hypocrite qu'il est, si les socialistes se réjouissent, ce n'est pas parce que les marchands de mort se frottent les mains et font des super-bénéfices, mais parce qu'une partie de la classe ouvrière française évite ainsi le chômage...

Ce ton d'homme de bonne volonté : « J'ai fait ce que j'ai pu faire... » a peut-être permis à Mitterrand de reprendre quelques points pour sa cote de popularité.

Mais ses couplets sur la rigueur pour tous, qui serait une condition indispensable « à l'avenir de la France », « sur l'effort utile », sur la justice sociale (« Il ne faut pas que les privilégiés depuis le début de l'ère industrielle continuent de l'être... » « On ne peut pas toujours demander aux mêmes le poids des sacrifices pour le bénéfice de quelques-uns ») avaient quand même un ton de déjà-trop-entendu pour abuser ceux qui, chômeurs, salariés en panne d'augmentations, petits fonctionnaires sans doute condamnés à verser à perpétuité leur contribution à « la solidarité nationale », jeunes des TUC, retraités, ont pu mesurer les quatre années de pouvoir socialiste à l'érosion de leur niveau de vie.

Ça non, comme il le dit lui-même : « Mitterrand n'a pas changé ! » Plus que jamais au service des intérêts capitalistes de la France !

Anne GARBE

## Ce que Mitterrand et quelques autres déclaraient le 10 mai 1981

**Ces déclarations, c'est comme le bon vin : elles prennent du goût avec le temps !**

Le show télévisé de Mitterrand a été servi en quelque sorte en apéritif. De quoi nous mettre en appétit, paraît-il, pour les émissions anniversaires qui vont suivre !

Car le 10 mai, c'est très bientôt. Voilà maintenant quatre ans que Mitterrand est à la tête du gouvernement.

Il y a quatre ans, en cette journée « historique », Mitterrand et ses amis politiques y étaient allés de grandes déclarations enthousiastes et triomphalistes. Qu'on en juge !

C'est ainsi que, au soir du 10 mai, au siège du Parti Socialiste, c'était tout simplement l'euphorie. On criait « On a gagné », à croire qu'on se trouvait à un match de football. La presse de gauche, et Le Matin en particulier, s'enflammait. C'était par un « Tout commence », que Le Matin relata l'événement du jour. « Est-ce possible ? Peut-on y croire ? Pourtant oui. (...) C'est enfin la fête promise, si longtemps attendue, qui nous est donnée. Dans les rues, les Français se sourient, se serrent la main sans même se connaître, la vie est sous le signe de l'amitié et de la fraternité. »

Les hommes politiques étaient tout de même un peu plus mesurés. A Château-Chinon, où résidait le candidat Mitterrand, le soir même, à 22 h. 27, la première déclaration du président Mitterrand tomba. Il déclara que « cette victoire est d'abord celle des forces de la jeunesse, des forces du travail, des forces de création, des forces de renouveau qui se sont rassemblées dans un grand élan national pour l'emploi, la paix et la liberté ». L'emploi — régler le problème du chômage — est un thème important pour Mitterrand. Il y revint d'ailleurs très souvent dans ses déclarations et ses futurs ministres firent comme lui. C'est ainsi que Pierre Mauroy par exemple, alors porte-parole de François Mitterrand, s'expliqua sur les raisons de la défaite de Giscard : « Je crois qu'il n'y a pas seulement le problème du chômage. Il y a le sentiment que, devant cette troisième muta-

tion technique et industrielle qui est celle de la robotique, ce septennat était sans solution, et la perspective était d'avoir de plus en plus de chômeurs ». Intéressant, non !

D'autres amis politiques du président sont intervenus dans ces jours de fête. Rocard, par exemple y est allé de son petit couplet. Il n'y avait pas encore la brouille à propos du changement de scrutin pour les élections législatives, mais on ne pouvait pas dire que c'était l'enthousiasme : « Je ne doute pas, déclare-t-il, que la France s'engage dans une phase rayonnante de son histoire ».

On note avec quelle retenue Rocard s'enthousiasme !

Le Parti Communiste, quant à lui, en était encore aux offres de services. Georges Marchais déclara : « Nous sommes prêts à discuter (...) avec la volonté de prendre notre place dans le gouvernement d'union qui mettra en œuvre la politique nouvelle dont le pays a besoin ». Des tractations s'ouvrirent entre Mitterrand, le Parti Socialiste d'une part et le Parti Communiste d'autre part et allaient durer près d'un mois, après les législatives.

Mais revenons aux présidentielles. C'est donc le 21 mai, dix jours après le deuxième tour des élections présidentielles, que Mitterrand entraînait en fonctions. Et il avait voulu faire ça en grand. Après la passation des pouvoirs, il remonta les Champs-Élysées. En fin d'après-midi, il appela la population à le suivre jusque devant le Panthéon, où il s'inclina devant les tombes de Jean Moulin et Jean Jaurès. Et ce fut ce jour-là la première déclaration officielle du président Mitterrand. Très simplement — comme on peut le voir — il déclara qu'« il n'y a qu'un vainqueur, le 10 mai 1981, c'est l'espoir. Puisse-t-il devenir la chose de France la mieux partagée ».

Bonjour l'espoir, pourrait-on dire. Et l'espoir, il a été à ce point partagé... qu'il n'en reste plus beaucoup. Tout cela n'est pas vraiment sérieux, mais ça l'est au moins autant que... leurs discours !

Marielle LEMONNIER



Mauroy a perdu depuis sa place au gouvernement et les travailleurs leurs illusions...



## 81-85, le bilan Mitterrand vu par le PCF

### Vu de loin, c'est plus clair !

L'Humanité du samedi 27 avril titrait à la Une : « 81-85 : le bilan Mitterrand, faites vos comptes ». Et les comptes de L'Humanité là-dessus parlent d'eux-mêmes.

On peut noter, comme le journal du PCF, que « le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages a reculé consécutivement en 1983 et 1984 de 0,7 %. Du jamais vu ! » Pour le chômage, là aussi : « Mai 1981 : 1 794 900 chômeurs. Mai 1982 : 2 005 000. C'est la poursuite de la tendance antérieure. » Après avoir remarqué une stabilisation de mai 1982 à octobre 1983, L'Humanité note : « D'octobre 1983 à décembre 1984, progression équivalant, en rythme annuel, à 250 000 chômeurs de plus (la progression en rythme annuel était de 150 000 entre 1974 et 1981). C'est la conséquence du tournant vers l'austérité opéré en 1982. Fin 1984, il y a 2,4 millions de chômeurs ». Et pour conclure qu'aujourd'hui on peut estimer à 3 millions le nombre des chômeurs.

Alors, oui, comme le dit Claude Cabanes dans son éditorial du même jour : « A quoi bon spéculer sans fin sur les scénarios d'un gouvernement de droite, d'un gouvernement socialiste, ou d'un gouvernement des uns mêlés aux autres, si l'austérité, le chômage et la pauvreté composent l'unique menu proposé aux convives, je veux dire les Français ? ». Une seule omission toutefois, mais elle est de taille : le menu présenté par le PS l'était aussi par le PCF !



Ralite, Fiterman, Le Pors et Rigout : quand ils étaient ministres... ils étaient myopes !

En effet, pendant trois ans, de juin 1981 à juillet 1984, les communistes ont participé au gouvernement Mitterrand. Les ministres et les secrétaires d'Etat communistes, au nombre de quatre, ont donc toujours été responsables de la politique du gouvernement, au même titre d'ailleurs que tous les autres ministres. Ils ont même, à certains moments, attaqué eux-mêmes directement le niveau de vie des travailleurs. Ainsi Anicet Le Pors, ministre puis secrétaire de la Fonction publique, a dû faire accepter 3 % d'augmentation

de salaire en 1984 aux syndicats des fonctionnaires et à tous les fonctionnaires.

Alors oui, le bilan de quatre ans de gouvernement socialiste, c'est un peu le bilan également de trois ans de participation communiste.

Oh bien sûr, aujourd'hui les communistes ont quitté le gouvernement, c'est vrai. Mais s'ils l'ont quitté, c'est bien plus parce qu'ils étaient en perte de vitesse sur le plan électoral, qu'à cause du menu d'austérité de Mitterrand !

Marielle LEMONNIER

## Bouchardeau entame un nouveau plan de carrière

Huguette Bouchardeau vient de démissionner. Oh, pas du gouvernement parce qu'il tiendrait trop peu ses promesses, mais du PSU dont elle avait été la candidate aux élections présidentielles de 1981.

Elle a tourné une page. Maintenant, fini les partis, elle est devenue une « femme politique libre de sa parole », comme elle l'a dit dans une interview donnée au Monde. Ce sont ses anciens amis du PSU qui doivent être contents d'entendre de telles déclarations, à croire qu'ils l'enchaînaient. En tout cas, la voilà libre du PSU, mais bien sûr pas libre du gouvernement dont, il faut le croire, la politique lui convient... ou du moins le maroquin ministériel qu'elle occupe depuis mars 1983, en tant que secrétaire d'Etat, puis en tant que ministre à part entière.

Elle n'a pas le culot de dire que toutes les aspirations de la population ont été satisfaites depuis 1981. Mais elle ne peut accepter que « cette impatience revête les allures de la déception ». C'est que, pour elle, ça va bien. Elle « éprouve beaucoup de plaisir, aujourd'hui, en tant que ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, à pouvoir agir et réaliser dans un domaine qui (lui) convient et en accord avec ce pour quoi (elle) a toujours combattu ». Il faut dire qu'avant, elle n'était qu'une « théoricienne », dit Bouchardeau, et que maintenant elle serait passée « à des réalisations effectives, qui aboutissent à des résultats concrets ».

Et comment se sert-elle de sa liberté de parole retrouvée ? Pour encenser la politique que mènent les socialistes et pour appeler à la constitution de lis-

tes communes avec le PS, pour les élections législatives de 1986, listes dont la composition devrait être décidée par un comité d'initiative dirigé par le Premier ministre, Laurent Fabius.

Pour le reste, elle avance des « idées simples », c'est toujours elle qui le dit. Tellement simples que n'importe quel homme — ou femme — politicien(ne) pourrait y souscrire, quelle que soit son étiquette. Voilà le genre : « Accorder plus de pouvoir au citoyen dans son travail, dans son cadre de vie » ; « penser l'économie non comme une fin en soi, mais comme un moyen pour réduire les inégalités et pour éviter l'exclusion sociale que représente le chômage » ; « reconsidérer le problème de l'emploi à la lumière du partage du travail possible ». Temps partiels, réduction du temps de travail, création de travaux d'intérêt local... Qui paierait ? Là n'est pas le problème pour elle (pas plus que ce n'est le problème pour les autres membres du gouvernement qui émettent périodiquement ce genre d'idioties !).

Le problème est simplement de faire comme si elle avait des idées...

Son itinéraire n'est pas sans rappeler celui (passé) de Michel Rocard, qui avait quitté la direction du PSU en 1974, à la veille des élections, pour rejoindre le PS...

En tout cas Huguette Bouchardeau s'est fort bien intégrée au gouvernement. Un gouvernement qui lui donne une place minuscule, soit, mais une place. Elle a goûté à la soupe, et elle l'a trouvée à son goût.

Marie-Claude SOLAC

## C'est l'énarchie !

Depuis que la gauche est au pouvoir, les hauts fonctionnaires qui sont aux commandes de l'administration ou les grands patrons des entreprises nationalisées seraient toujours le gratin du gratin, pas plus « peuple » qu'avant. C'est à cette conclusion qu'auraient abouti des chercheurs du CNRS qui ont mené une enquête pour le journal Le Monde.

La « République des professeurs », comme on a appelé le pouvoir socialiste, serait-elle un mythe ? Pas tout à fait. La moitié des députés socialistes et un bon nombre de ministres viennent de l'univers enseignant. Mais voilà, « le pouvoir des profs ne résiste pas à une analyse plus fine », constatent lesdits chercheurs. « Le véritable pouvoir social est concentré dans les cabinets ministériels, les directions des administrations publiques, la tête des appareils bancaires et industriels. Or les professeurs

ont peu pénétré dans ce sérail ». Ils précisent : « Des hommes neufs se sont installés au pouvoir (...) mais le profil socio-professionnel ne s'en trouve pas pour autant bouleversé ».

Et comment donc ! En réalité, les énarques qui sortent de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) et autres sortants des grandes écoles qui ont été placés aux postes de commande de l'administration, l'ont parfois été pour leur « sensibilité socialiste ». Aux énarques de droite ont succédé des énarques de gauche.

Avec un pouvoir de gauche comme avec un pouvoir de droite d'ailleurs, il y a ceux qui savent nager bien et vite. Tel Bernard Gaudillière, énarque socialiste protégé « d'Henri Emmanuelli qui a ses petites entrées auprès de François Mitterrand », nommé à 34 ans directeur général des Douanes, là où ses prédécesseurs avaient dû attendre dix ou vingt ans de plus leur nomination. Et

il y a aussi ceux qui savent faire abstraction de leur sensibilité et qui n'ont pas de problèmes de cohabitation, eux : tels ces hauts fonctionnaires, non socialistes, qui ont pu garder leur poste, ou y revenir comme Patrice Cahart, un ancien du cabinet Taittinger en 1971, qui a été nommé en février 1985 à la tête d'un service important du ministère des Finances.

A la tête des entreprises nationalisées, il y a eu cinq petits malins qui ont su conserver leur poste, et pour la nomination des 29 autres, le pouvoir socialiste se serait, d'après les auteurs de l'étude, « conformé aux règles non inscrites et aux logiques souterraines qui, avant 1981, présidaient au recrutement des grands patrons du public ».

Mais quoi d'étonnant à tout cela, si tous ces hommes sont en réalité appelés à mener la même politique, que les gouvernements se disent de droite ou de gauche ?



Huguette Bouchardeau, en avril 1981, du temps où elle préconisait une « autre » gauche et portait les couleurs du PSU dans les élections présidentielles.



# Il y a 20 ans, l'armée américaine écrasait la population de Saint-Domingue

Il y a vingt ans, les USA intervenaient militairement à Saint-Domingue et mettaient en place en quelques jours le pont aérien le plus important depuis le blocus de Berlin. 35 000 soldats y rétablissaient une junte renversée par la population et surtout écrasaient dans le sang le petit peuple de la république de Saint-Domingue.

Les Etats-unis s'opposaient ainsi au retour de Juan Bosch, un modéré qui avait pourtant eu leur soutien quelques années auparavant. En effet, pour comprendre ce qui s'est passé à Saint-Domingue en 1965, il faut revenir à la situation créée par l'assassinat du dictateur Trujillo, en 1961.

## 1961 : LA FIN DE LA DICTATURE DE TRUJILLO

C'est en mai 1961 que le dictateur Trujillo fut assassiné. Trujillo, qui régnait en maître depuis 31 ans sur Saint-Domingue (même s'il n'avait pas toujours été le président en titre) avait fait l'unanimité contre lui, même parmi la bourgeoisie dominicaine et les représentants des Etats-Unis. Sa tentative manquée de renversement du président du Venezuela, Betancourt, lui avait valu d'être mis en quarantaine par certains Etats d'Amérique centrale et d'Amérique latine et il avait dû supporter quelques sanctions de la part des Etats-Unis.

Après sa mort, tout d'abord, rien ne sembla bouger. Le clan Trujillo resta en place. Balaguer, une créature de celui-ci, fut officiellement président et Ramfis Trujillo, le fils du dictateur assassiné, assumait le commandement des forces armées. L'appareil d'Etat, appuyé par les Etats-Unis et bien rodé à la domination policière, sembla prendre sans remous la succession.

Le nouveau pouvoir se déclara prêt à discuter avec l'opposition. Balaguer proposa à Fiallo, dirigeant de l'Union Civique Nationale (UNC), un parti bourgeois catholique, de constituer un gouvernement de coalition, mais il refusa sa demande d'expulser les douze principaux chefs militaires trujillistes, dont les deux frères de l'ex-dictateur.

## LA MONTÉE DES OPPOSITIONS

Pourtant en juillet 1961, les signes d'une mobilisation populaire se firent sentir. Pour la première fois depuis trente et un ans, des meetings regroupèrent d'abord des centaines d'étudiants, début juillet, puis une foule populaire venue écouter Fiallo, fin juillet. Le 7 août, des émeutes éclatèrent à Saint-Domingue, la capitale. Le 17 octobre, des étudiants demandèrent la démission du recteur. Devant la fermeture des facultés, ils manifestèrent dans les rues et Saint-Domingue connut quatre jours d'émeutes.

Des partis reparurent au grand jour : parmi eux, l'Union Civique Nationale de Fiallo, parti modéré qui avait des soutiens dans les milieux d'affaires. Il y eut aussi le Mouvement du 14 juin, qui se revendiquait de l'exemple de Fidel Castro et qui se présentait lui-même comme nationaliste et anti-

impérialiste. Un autre mouvement, le Mouvement Populaire Dominicain, s'affirmait partisan des mêmes méthodes mais se disait marxiste-léniniste. Enfin une coalition, le Parti Socialiste Populaire, regroupait des militants du Parti Communiste et d'autres militants de gauche. Mais le parti d'opposition qui occupa le devant de la scène fut le Parti Révolutionnaire Dominicain qui, malgré son nom, affichait un programme modéré et libéral et à la tête duquel se trouvait Juan Bosch. Le 21 octobre, quand Juan Bosch rentra à Saint-Domingue, il fut acclamé par des milliers de manifestants.

## JUAN BOSCH, LIBÉRAL MODÉRÉ, SUSCITE DES ILLUSIONS

En octobre 1961, devant l'agitation croissante, les Etats-Unis manifestèrent leur volonté de voir la famille Trujillo s'éloigner du pouvoir. Les deux frères Trujillo, chefs militaires, finirent par s'incliner, après un mois de chantage et une tentative de coup d'Etat. On vit, pour finir, la famille Trujillo prendre le chemin de l'exil et suivre son magot en France et aux USA.

Le mouvement populaire se développa alors. Partout, dans les villes et dans les campagnes, la population commença à déboulonner les statues de Trujillo, à piller ses propriétés et à faire la chasse aux indicateurs de police.

La fin de la dictature suscitait des espoirs. Juan Bosch cependant ne chercha pas à s'appuyer sur le mouvement populaire, mais au contraire à le calmer. En décembre 1961, lors de son retour, il avait précisé ses intentions en disant : « Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'imiter l'exemple de Fidel Castro en République Dominicaine. Nous avons une tâche immense devant nous : promouvoir des réformes économiques et sociales, restaurer les libertés publiques après plus de 20 ans de dictature. Pour cela, nous avons besoin de l'aide des Etats-Unis. Nous ne devons pas compter seulement sur leur soutien. Mais nous ne pouvons pas non plus entrer en conflit avec eux ».

Il se signala alors par son extrême modération, prenant parti contre la chasse aux indicateurs. On le vit même affronter une foule qui tentait de déloger du siège du Parti Révolutionnaire Dominicain un de ces indicateurs, ancien chauffeur de la famille Trujillo. Juan Bosch, qui faisait preuve du plus extrême légalisme par rap-

port au gouvernement, refusa de se prononcer sur le renvoi de Balaguer et d'Etchevaria (un des responsables de l'armée) qui de leur côté songèrent même à lui pour la présidence du gouvernement.

Et c'est finalement sous la pression d'une grève générale, appuyée par l'Union Civique Nationale et le Mouvement du 14 juin, mais désavouée par le Parti Révolutionnaire Dominicain et Juan Bosch, qu'eut lieu le départ de Balaguer, départ souhaité par les USA.

Il fut remplacé par un Conseil d'Etat dirigé par Bonelly, de l'Union Civique Nationale, et qui comprenait de nombreuses figures de l'ancien régime. Il se borna à répartir plus également — si l'on peut dire — les richesses de l'île et les anciennes propriétés de Trujillo, entre les mains de la minorité de possédants de l'île. Il organisa également une police anti-émeutes, les « casques blancs », dirigée par un militaire, Caamano Deno. Enfin il organisa des élections générales en décembre 1962. On ravalait la façade.

## 1962 : LE GOUVERNEMENT JUAN BOSCH

Les élections de décembre 1962 confirmèrent la popularité de Juan Bosch. Boycottées par plusieurs partis dont le Mouvement Populaire et le Mouvement du 14 juin qui les trouvèrent trop surveillées par les USA, elles donnèrent à Fiallo, de l'Union Civique Nationale, 270 000 voix et à Bosch 580 000.

On vit alors les USA saluer, lors de son élection, le triomphe d'un « libéral réformiste ». Et le vice-président Johnson vint saluer son investiture. Le seul geste que fit Bosch contre les USA se limita à une déclaration dénonçant un contrat fixé auparavant avec Esso et à la création d'une taxe d'Etat sur le sucre.

En ce qui concerne Saint-Domingue, son programme était tout aussi modéré : il se refusait à faire une « épuration » dans l'appareil d'Etat. En ce qui concerne la terre, il se bornait à affirmer que les paysans pauvres devaient avoir au moins 100 pesos par mois, et il s'en tint juste à ces paroles.

Mais cela n'empêcha pas toute une partie des possédants et de l'appareil d'Etat de l'accuser de communisme, de castrisme, de faire sillonner les campagnes par des voitures radio clamant le slogan des groupes d'extrême droite « Vive le Christ-Roi ».

Juan Bosch s'efforça de convaincre ces gens-là de sa



Il y a 20 ans, toute la ville de Saint-Domingue, soulevée derrière une caste de jeunes officiers, réclamait Juan Bosch et le retour à la Constitution de 1963. (Ph. Magnum).

bonne foi. Semaine après semaine, il recevait les milieux d'affaires, les hauts fonctionnaires de l'appareil d'Etat. Mais en vain.

## ET LE RETOUR DES MILITAIRES

Le 15 juillet 1963, les militaires de la base de San Isidro convoquaient Bosch et lui demandaient sa démission. Bosch appelait « la jeunesse à défendre la démocratie ». Une foule de 100 000 personnes défilait à Saint-Domingue.

Mais début septembre, prenant pour prétexte le fait que Bosch avait refusé un crédit à l'aviation, des militaires organisèrent une première tentative de putsch. Elle fut déjouée. Mais Juan Bosch refusa de sévir contre ses auteurs. Au contraire, il prit un des généraux les plus réactionnaires à la tête des forces armées. Le 20 septembre 1963, les partis de droite organisèrent une grève générale des petits commerçants à Saint-Domingue. Le 24 septembre, un nouveau putsch balaya le gouvernement Bosch.

## DE LA CHUTE DE JUAN BOSCH A L'INTERVENTION DE 1965

Alors une junte militaire dirigea l'île. Bosch prit le chemin de l'exil. Le Mouvement du 14 juin et le Mouvement Populaire appelèrent à la création de maquis qui restèrent minimes. Les autres partis, devenus clandestins eux aussi, cherchèrent à s'adresser à la population des villes.

Par ailleurs, un mouvement anti-corruption se fit jour chez les jeunes officiers. Il se développa et c'est lui qui fit tomber la junte militaire en place, le 25 avril 1965.



Dans Saint-Domingue envahie par les troupes américaines, les soldats US organisent fouilles et arrestations.

Nelly MEYER



# Les pillards du Tiers Monde

Le 2 mai, les sept Grands vont se réunir à Bonn pour leur conférence annuelle des pays riches. Les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Canada et le Japon vont plancher pour trouver la meilleure solution commune... ou individuelle pour traverser à moindre frais une nouvelle année de crise.

Mitterrand, toujours grand cœur, avait déclaré avant l'ouverture du sommet qu'il insisterait pour que l'on tienne compte, avant de s'engager, des craintes des pays « en développement » de voir leurs intérêts ignorés dans cet exercice. Une larme de crocodile de plus dans l'océan versé aux grandes occasions par les dirigeants des pays industrialisés. Car les seuls intérêts dont se préoccupe tout ce beau monde, ce sont les leurs, exclusivement, et que le reste de la planète en crève ne les gêne pas outre mesure.

Le journal *Le Monde* consacre son numéro spécial de *Dossiers et Documents* d'avril aux « matières premières ». Un certain nombre de données illustrent ce que, pour les pays riches, « échanges avec les pays en développement » veut dire.

Ainsi, l'essentiel des richesses produites est destiné à la consommation des pays riches. Le milliard d'habitants de ces pays (sur les 4,7 milliards que compte le globe) se partage : les 2/3 de la production de café, les 4/5 du cacao (en Côte-d'Ivoire, premier producteur de fèves de cacao, la consommation annuelle est de 600 grammes par habitant, alors qu'en France elle est de 5 kilos !). De même, la quasi-totalité de la production de caoutchouc naturel, de cuivre, d'étain, de plomb et de zinc, pour ne prendre que ces exemples, est drainée vers les pays industrialisés.

Outre le pillage direct, provenant du fait que dans un certain nombre de cas les capitaux investis dans la production ou l'extraction des matières premières sont des capitaux provenant des pays riches, ces derniers ont mille et un moyens de faire complètement la loi sur la production et la commercialisation de ces richesses qui servent de base à l'économie mondiale.

Les prix auxquels les matières premières sont achetées aux pays producteurs, ce sont dans la plupart des cas les dirigeants des trusts capitalistes et les représentants des pays importateurs qui jouent un rôle déterminant dans leur fixation.

Or ils essaient de faire payer toujours davantage la crise aux pays pauvres et tous leurs efforts tendent à maintenir le prix des matières premières le plus bas possible, tout en augmentant au maximum le prix des produits

manufacturés qu'ils vendent aux pays pauvres. Ce qui entraîne pour ces pays une baisse du pouvoir d'achat. Et ça s'aggrave.

Sur la base 100 en 1975-1977, la valeur des matières premières n'a cessé de diminuer : à 90 pour les années 1979-80, 70 pour 1982, elle marque une légère remontée à 80 fin 1983 et baisse de nouveau depuis le milieu de 1984 jusqu'à 70. Soit 30 % de baisse du pouvoir d'achat depuis 1980 (selon les chiffres de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, cités par *Le Monde* du 23 avril 1985).

Par ailleurs, les pays capitalistes usent et abusent de tous les moyens pour payer toujours au plus bas prix les matières premières dont ils ont besoin.

Parfois ils maintiennent une pénurie artificielle. Les stockages, comme ceux du café ou de l'étain, des spéculations diverses, mettent les pays producteurs complètement à la merci des multinationales et des places financières européennes ou américaines. Bonne ou mauvaise récolte, c'est toujours mauvais pour les pays producteurs. Ainsi le café, cité dans le numéro spécial du *Monde*, est une production tributaire des conditions climatiques (en 1977, les gelées au Brésil entraînèrent un envol des cours qui quadruplèrent). Aussi d'habiles stockages peuvent assurer de très substantiels profits aux grandes compagnies importatrices. Nestlé, numéro deux mondial après General Foods, qui

Les Etats-Unis se sont assurés, de façon tout à fait illicite, la haute-main sur les cours de la production d'étain. Ils ont constitué un stock — depuis 1941 — qui frise actuellement les 150 000 tonnes, soit près d'un an de production mondiale. Ce qui leur permet de dominer le marché mondial. Les Etats-Unis interviennent donc non seulement comme premier pays consommateur, mais aussi comme pays producteur — ou plutôt revendeur. Ils détiennent ainsi une influence décisive sur le cours de l'étain. Ce cours subit de très grandes varia-

tions : de brusques dépressions avaient ramené par exemple l'étain à 5 000 livres la tonne au beau milieu de 1982, avant de le voir repartir à l'assaut des 9 500 livres début 1984. On imagine les conséquences pour les fragiles économies des pays pauvres.

La Bolivie, deuxième producteur d'étain, estime que la revente par les Etats-Unis lui a occasionné un manque à gagner de 60 millions de dollars entre 1980 et 1981 (correspondant environ au quart des prix de vente de sa production annuelle, à cette époque).



La mine de cuivre de El Teniente, au Chili.

traite à lui seul plus de 10 % de la production mondiale, serait passé maître dans des opérations de ce genre — bien que le trust s'en défende, comme de juste.

Dans le domaine de la production des métaux, les prix des matières premières sont encore plus assujettis aux pays importateurs. Le cuivre, par exemple, est directement lié au développement industriel (il est utilisé en électricité, dans l'électronique, dans la construction mécanique et le bâtiment). Or les 8 millions de tonnes de la production mondiale sont produites d'une part par trois pays industrialisés (l'URSS en quasi-autarcie pour le cuivre, les Etats-Unis également importateurs, le Canada qui exporte), d'autre part par trois pays du Tiers Monde (le Chili, le Zaïre et la Zambie) dont le

cuivre constitue l'essentiel des ressources (65 % des recettes d'exportation pour les deux premiers, 90 % pour la dernière). Pour ces pays, les conséquences de la crise économique ont été catastrophiques.

Quant à l'or et aux diamants, leur cours échappe complètement aux pays producteurs. Ils sont l'objet d'une spéculation effrénée et servent de « valeurs refuges » pour le placement de tout ce que les pays riches comptent de nantis. Les plus fabuleuses fortunes se sont bâties sur le diamant. Pour ne prendre qu'un exemple : la De Beers Mining Company contrôlait en 1983, la quasi-totalité de la production de diamants d'Afrique du Sud et d'Australie et avait le monopole international de la distribution.

Annick MORIZET

Au Chili, à partir de 1916, des compagnies américaines ont fait main basse sur les mines de cuivre. Et durant la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement américain a pu ainsi imposer un prix de 12 cents la livre, alors que les cours du marché libre se situaient autour de 40 cents ; même attitude au moment de la guerre de Corée. En fait, chaque fois que la demande augmentait, le gouvernement américain intervenait sur le marché et fixait un prix très bas ; il laissait le jeu libre quand la demande baissait. Nationalisées en 1971 par Allende, Pinochet indemnisa grassement les compagnies américaines... pour avoir si bien pillé le pays.

## Au mépris des vies

Les pays capitalistes exigent des matières premières à bon marché — au meilleur marché pour eux — et c'est au prix du sang et de la vie des travailleurs des pays producteurs.

Il faut produire toujours plus, plus vite, dans des conditions les plus précaires. Les *Dossiers du Monde* citent quelques exemples. Dans les mines de cuivre chiliennes, celui qui entre à 20 ans, en bonne condition physique, est atteint de silicose au bout de cinq ans ; à 40 ans il est infirme. L'horaire de travail est en principe de 8 heures, mais il n'est pas rare que les ouvriers travaillent durant 48 heures, avec simplement quelques brèves interruptions pour manger.

Tous les jours, un mineur d'étain meurt en Bolivie, les poumons dévorés par la poussière de silice qu'il respire. Le taux de concentration de silice est deux fois plus élevé que le taux supportable, parce que les systèmes de ventilation n'ont pas été modifiés depuis un demi-siècle. Sur 100 mineurs boliviens, 25 sont silicosés (en France ils sont 0,03 %).



Mineurs boliviens

Quant à l'or, il se gagne au prix de la vie des mineurs noirs d'Afrique du Sud, recroquevillés au fond des tailles. La chaleur atteint 34°. Les 55

mines d'or sud-africaines tuent annuellement 600 travailleurs, pour assurer près de la moitié de la production mondiale de métal jaune.



## La bourgeoisie blanche tente d'étouffer la combativité des ouvriers noirs

Le 28 avril, en riposte à un mouvement de grève, la compagnie Anglo-American a décrété le licenciement de 14 000 ouvriers noirs de son complexe minier de Val Reefs, complexe qui produit un sixième de l'or et un tiers de l'uranium sud-africains.

Depuis cinq semaines, des débrayages se multipliaient dans la mine, à l'appel du NUM, le principal syndicat de mineurs noirs. Les mineurs revendiquaient en particulier une augmentation de salaire de 10 %, identique à celle obtenue par une partie des mineurs blancs (selon le correspondant du *Herald Tribune*, le salaire moyen d'un mineur noir s'élève aujourd'hui à l'équivalent de 1 350 F par mois). Ils protestaient également contre les tentatives de la direction d'obliger les mineurs noirs à remplir des tâches d'ordinaire réservées aux Blancs, pour des salaires bien supérieurs.

L'Anglo-American avait cru pouvoir étouffer le mouvement en licenciant 92 « meneurs ». Mais au lieu de calmer les choses cette mesure semble avoir mis le feu aux poudres, puisque d'un seul coup le mouvement de mécontentement s'est transformé en une grève massive à laquelle ont participé 18 000 mineurs noirs.

C'est à cette grève que la compagnie a riposté en licenciant la majorité des grévistes. Elle a aussitôt organisé des transports pour ramener les licenciés dans leur bantoustan d'origine dans les plus brefs délais. Mais elle a dû se heurter à une forte résistance puisque, le 30

avril, la presse rapportait que plusieurs milliers de mineurs s'étaient barricadés dans leurs baraques et refusaient toujours de partir.

La violence de la réaction de l'Anglo-American face aux revendications de ses salariés noirs ne semble d'ailleurs pas isolée. Ainsi dans une autre mine d'or, celle de Hartebeesfontein, qui appartient à une autre compagnie, 2 000 mineurs viennent d'être licenciés dans des conditions analogues, tandis que 497 ouvriers d'une usine proche de Johannesburg ont été licenciés le 24 avril pour avoir fait grève contre le licenciement d'un militant syndical.

En fait, si l'on en croit le correspondant permanent en Afrique du Sud du quotidien anglais *Financial Times*, peu suspect d'hostilité envers le patronat sud-africain, « à un moment où l'agitation et le chômage prennent des proportions considérables dans la population noire, ces licenciements massifs semblent faire partie d'un durcissement dans l'attitude générale des employeurs sud-africains vis-à-vis des mouvements revendicatifs ».

Ces grèves interviennent en effet dans une situation politique tendue qui dure depuis six mois, au cours desquels les manifestations contre la discrimination raciale n'ont cessé de se multiplier dans les ghettos des grandes villes. Face à ces manifestations, le gouvernement s'est montré impuissant. Ses tentatives pour amadouer une partie de la population de cou-

leur — la création d'une représentation parlementaire pour les non-Blancs, mais pas pour les Noirs — ont tourné en fiasco. Et la violence policière — il y a eu, officiellement, 217 morts et 10 000 arrestations de manifestants au cours de ces six mois — n'a pas suffi à faire reculer les manifestants.

Il n'est pas possible de dire, vu d'ici, s'il existe un lien direct entre la situation politique générale et les mouvements de grève qui ont éclaté dans les mines, ni l'importance des répercussions qu'ont pu avoir les manifestations qui se sont déroulées dans les ghettos parmi les mineurs, originaires, eux, des bantoustans.

Mais ce qu'on peut mesurer, au travers de la brutalité de ces mesures de licenciements, c'est sans doute combien les dirigeants des trusts sud-

africains sont conscients des risques d'explosion dans la situation politique actuelle, et combien ces dirigeants redoutent que la mobilisation des ouvriers noirs, même à l'occasion d'un conflit apparemment revendicatif, les amènent à joindre leurs forces à celles de tous ceux qui luttent ouvertement contre le régime de l'Apartheid.

Jusqu'ici, le mouvement contre l'Apartheid semble n'avoir touché — au moins en ce qui concerne les manifestations — que la population des ghettos des villes, et parmi elle en particulier les jeunes et les chômeurs. Mais la population noire est bien loin d'y avoir jeté toutes ses forces. Car elle compte dans ses rangs la force considérable des ouvriers noirs, qui constituent l'écrasante majorité de la classe ouvrière sud-

africaine, une force qui pourrait jouer un rôle déterminant face au régime.

Cela, les dirigeants des trusts sud-africains le savent bien. Et c'est sans doute pourquoi ils cherchent à s'opposer par tous les moyens à la mobilisation de la classe ouvrière noire dans les grandes entreprises.

Mais la combativité de la classe ouvrière noire ne date pas d'aujourd'hui. Elle a déjà affronté les répressions les plus dures dans le passé, et elle a parfois su y riposter. Et il n'est pas dit que la répression massive à laquelle ont recouru les dirigeants des trusts sud-africains suffise à endiguer la colère des ouvriers noirs, pas plus que les balles de la police n'ont suffi à faire reculer les manifestants des villes.



Après les récentes émeutes en Afrique du Sud, la population noire, une fois encore, enterre ses morts...

### ETHIOPIE

## 60 000 réfugiés chassés d'un camp

En Ethiopie, un camp qui abritait des dizaines de milliers de réfugiés, venus des provinces particulièrement touchées par la famine, le Wollo et le Tigré, a été évacué par la force, tandis que l'armée éthiopienne incendiait les installations du camp, les réduisant à l'état de « plaine brûlée ».

Selon l'envoyé spécial du *Washington Post*, cité par le journal *Libération* du 2 mai, environ 52 500 personnes, parmi lesquelles plusieurs milliers d'enfants de moins de 5 ans, ont été chassées, entre le dimanche 28 et le mardi 30 avril, de ce camp d'Ibnet situé sur les hauts

plateaux éthiopiens. En longues colonnes, ils ont pris la direction du Wolo (3 à 6 jours de marche) et du Tigré (14 jours de marche). 4 500 autres réfugiés avaient été évacués peu auparavant, par hélicoptères soviétiques, dans une zone vers la frontière du Soudan.

Les habitants du camp d'Ibnet, sous-alimentés, malades, ne pourront pour beaucoup d'entre eux, les enfants notamment, accomplir la marche forcée à travers la montagne (17 corps ont déjà été repérés sur le parcours). C'est en invoquant le surpeuplement et les risques d'épidémies

que les autorités éthiopiennes justifieraient cette déportation en masse de milliers de gens affamés, au bord de l'épuisement.

La réalité est bien là : des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, sans eau, sans vivres, contraints de marcher vers des terres d'où ils sont partis l'an dernier, chassés par la sécheresse, et qui, pour beaucoup, vont mourir. Et le sommet des représentants des sept pays les plus nantis du globe, confortablement installés dans leur fauteuil à Bonn, satisfaits des centaines de milliards engloutis

dans leurs armes toujours plus sophistiquées... au nom de la paix. Et on nous parle d'un disque pour l'Ethiopie, de « 46 francs qu'on lui doit ». Mais ce n'est pas 46 francs que l'on doit à l'Ethiopie, comme au reste du monde que les grandes puissances mettent depuis des dizaines d'années en coupe réglée, c'est tout, c'est le droit de vivre !

Qu'est-ce, en regard des fabuleux budgets d'armement des Etats-Unis, de la France et autres, que les moyens nécessaires pour combattre la faim, soigner, abriter les populations, cul-

tiver les terres ? Trois fois rien. La nourriture pourrit sur les quais des ports, faute de camions pour l'acheminer, le montant du moindre « Exocet » suffirait.

Mais pour cela il faudrait le vouloir. Et les grands de ce monde s'en lavent les mains. Ce n'est pas leur problème. La guerre des étoiles, d'accord, c'est du tangible, ça rapporte. Mais les Ethiopiens, ça ne les intéresse pas... ou du moins, tant qu'ils ne se révoltent pas. Parce que là, on les verrait donner les moyens au gouvernement éthiopien d'y faire face.

Annick MORIZET



# Après l'occupation israélienne

L'armée israélienne poursuit son retrait progressif du Sud-Liban, qu'elle occupait depuis son invasion de juin 1982. Les affrontements n'en continuent pas moins, jusqu'au dernier moment, entre elle et les différents mouvements de résistance libanais, et notamment les milices musulmanes chiites et druzes. Jusqu'au dernier moment, l'armée israélienne monte ses opérations de représailles contre les villages accusés d'avoir apporté un appui quelconque à la résistance.

Mais à ces représailles, au sentiment de terreur que l'armée israélienne a choisi visiblement de laisser derrière elle, s'ajoutent maintenant de nouveaux affrontements, entre les différentes milices qui cherchent à occuper le terrain abandonné par Israël. Autour de Saïda, les affrontements entre les milices musulmanes et les milices chrétiennes phalangistes ont tourné à l'avantage des premières. Les troupes phalangistes se sont repliées vers le « réduit chrétien » du nord de Beyrouth, tandis que la population des villages chrétiens de la région, de peur de représailles, s'est réfugiée dans les régions encore tenues par l'armée israélienne ou par ses alliés de l'ALS, l'Armée du Liban-Sud d'Antoine Lahad, formée en fait de supplétifs libanais de l'armée israélienne, grâce auxquels celle-ci compte sans doute continuer à tenir une « zone de sécurité » le long de la frontière libano-israélienne.

La population chrétienne libanaise fait ainsi, aujourd'hui, les frais de la politique des phalangistes, puis d'Israël, qui se sont chacun présentés comme ses défenseurs exclusifs, et qui ont ainsi contribué à assimiler les chrétiens, dans l'esprit des druzes ou des musulmans, à des collaborateurs actifs ou potentiels d'Israël ou de l'extrême-droite phalangiste. Elle fait aussi les frais, d'ailleurs, de la politique d'autres « protecteurs » plus lointains, comme l'impéria-

lisme français, qui ont eux aussi cherché à appuyer leurs interventions sur la communauté chrétienne. Les troupes américaines et françaises, les troupes phalangistes et finalement l'armée israélienne elle-même ont fini par abandonner le terrain, qui s'est avéré impossible à tenir, abandonnant à leur sort les chrétiens après les avoir compromis et prouvant du même coup que ce qui les intéressait n'était pas la « protection » de la population chrétienne, mais bien plutôt de s'en servir comme d'un prétexte pour justifier leur intervention.

Mais pour la population musulmane chiite ou sunnite ou druze, pour qui le départ d'Israël et des phalangistes apparaît sans doute comme un succès, la situation n'est en réalité guère meilleure. La revanche que prennent aujourd'hui les milices musulmanes ou druzes n'est pas, et il s'en faut, sa victoire. En dix ans de guerre civile, les milices d'abord constituées dans le feu des combats contre les phalangistes, avec l'appui actif de la population, sont devenues de véritables armées privées échappant à tout contrôle politique autre que celui de leurs chefs. Ainsi se sont constituées une milice druze sous l'autorité du parti de Walid Joumblatt, la milice chiite Amal sous l'autorité de Nabih Berri, des milices sunnites, tandis que les milices palestiniennes étaient brisées ou domestiquées. Parallèlement, la guerre civile a perdu de plus en plus son contenu social pour devenir de plus en plus un affrontement entre communautés de confessions différentes. Au sein de chacune des communautés, ce sont les chefs religieux ou les chefs des clans traditionnels qui ont pris de plus en plus de poids. L'invasion israélienne elle-même a accéléré cette évolution, les dirigeants israéliens ayant encouragé les conflits confessionnels, en y voyant un moyen de régner.

Les phalangistes, en déclenchant la guerre civile

en 1975, avaient voulu instaurer au Liban leur pouvoir absolu, qu'ils estimaient menacé par la montée de la gauche libanaise et par le mouvement palestinien. L'intervention syrienne en 1976, puis l'intervention israélienne en 1982, relayées par les interventions occidentales, ont tenté d'apporter à la droite phalangiste la victoire militaire et politique qu'elle ne parvenait pas à obtenir sur le terrain. Cela n'a pas réussi; mais cela a réussi tout de même à faire du Liban un pays morcelé, livré au pouvoir d'armées incontrôlables. La population y est bien trop occupée à tenter de survivre, ballottée d'une zone à l'autre, d'une armée à l'autre et d'opérations de représailles en opérations de vengeance, pour que les aspirations à l'émancipation sociale qui étaient les siennes en 1975 puissent encore surnager et s'exprimer.

L'Etat libanais unitaire, qui était dominé par la bourgeoisie chrétienne maronite, n'a pas réussi à retrouver une autorité réelle. Mais à sa place coexistent en fait aujourd'hui au moins quatre mini-Etats: un Etat phalangiste au nord de Beyrouth, un Etat chiite et un Etat druze au sud, de mini-Etats sunnites, tous imbriqués les uns dans les autres et placés sous la haute surveillance des armées israélienne et syrienne. Au sein de ces mini-Etats règnent de véritables « seigneurs de la guerre » et une bourgeoisie d'affaires qui, pour être éclatée entre les différentes confessions, n'en est pas moins rapace et avide.

Ce Liban morcelé, éclaté, dévasté, en proie à d'incessantes et sanglantes batailles, c'est le prix que paie aujourd'hui la population libanaise pour le maintien, à tout prix, de l'ordre impérialiste, cette entreprise à laquelle tour à tour toutes les armées de la région, aidées des armées occidentales, ont apporté leur pierre, ou plutôt leurs balles.

André FRYs

AFP



Larmes et ruines pour la population des villages évacués par l'armée israélienne et victime des affrontements entre les diverses forces religieuses armées.

## Le désastre de l'économie libanaise

Après avoir, pendant les premières années de la guerre civile, paru garder une étonnante vitalité, l'économie libanaise est aujourd'hui, après trois ans de présence israélienne, en grande partie asphyxiée. Des zones industrielles entières, comme celle de Jiyeh, au sud de Beyrouth, ont été complètement détruites par les Israéliens. Les entreprises industrielles fonctionnent au rythme de 10 à 40 % de leur capacité. L'économie du Sud, en particulier, a été étouffée par la présence israélienne, du fait de la destruction des entreprises et des vergers et du dumping imposé par l'occupant, empêchant l'écoulement des productions locales.

Conséquence de cette situation, le chômage s'est étendu, pendant que la hausse des prix s'accélérait, le pouvoir d'achat de la livre libanaise ayant été divisé par quatre en dix ans de guerre. La spéculation entraînée par la guerre a rendu certains biens inaccessibles à l'immense majorité, notamment les loge-

ments; 40 000 avaient été détruits avant 1982, 72 000 autres l'ont été du fait de l'invasion israélienne, sur un parc national qui en comptait, avant 1975, 484 000.

Mais la crise économique n'entraîne pas les mêmes sacrifices pour tous. Comme toujours, la guerre a favorisé l'accroissement des contradictions sociales. En même temps que la détresse des masses populaires s'accroissait, le poids de la grande bourgeoisie commerciale, alliée aux « seigneurs de la guerre » de toutes confessions, s'est accru. La seule différence est que, alors qu'avant la guerre civile la bourgeoisie chrétienne maronite dominait incontestablement les autres, on voit aujourd'hui apparaître plusieurs pôles, maronite, chiite, sunnite ou druze — malgré l'appellation de « socialiste progressiste » du leader druze et grand bourgeois Walid Joumblatt —, qui vivent chacun leur propre vie, mais qui pèsent tous très lourd sur les masses.

A.F.



Les milices chrétiennes quittent Lebba, à l'est de Saïda, au Liban, après plus d'un mois de combat contre les milices musulmanes.

AFP



## Le gouvernement se paie la tête du monde

Le « délit de faciès », les immigrés vivant en France connaissent ! Dans la rue, le métro, le fait d'avoir la peau un peu foncée ou les cheveux crépus leur vaut des contrôles de police incessants, d'autant plus fréquents qu'ils sont jeunes.

La législation concernant les contrôles d'identité des étrangers permettait cela. La police pouvait vous suspecter du délit d'être étranger à cause de votre mine. Aujourd'hui le gouvernement, qui veut se donner l'air de combattre les préjugés racistes, y est allé d'une réforme.

Pour mettre, paraît-il, fin à ces discriminations, les magistrats de la chambre criminelle de la Cour de cassation ont décidé, jeudi 25 avril, qu'on ne pourrait plus vérifier l'identité des étrangers en s'en tenant à leur seule apparence physique.

Mais comme le décret de 1946 obligeant les étrangers à « présenter à toute réquisition des agents de l'autorité publique les documents sous le couvert desquels ils sont autorisés à séjourner en France » n'est pas abrogé, les tracasseries contre les étrangers ne vont pas cesser. Les policiers devront en effet toujours contrôler les étrangers, mais il faudrait qu'ils trouvent pour le faire des raisons qui ne soient pas la couleur de la peau, par exemple.

Selon l'avocat général, « ce serait dangereux de désarmer ou de décourager les forces de police ou au contraire les crispes maladroitement que leur interdire tout contrôle préventif, au nom de ce qui pourrait être un procès d'intention... » Alors, ils devront se fonder sur des « éléments objectifs déduits de circonstances extérieures... »

Mais que les lecteurs du *Financial Times* ne s'inquiètent pas : les lecteurs du *Moudjahid* sont plus visés qu'eux. Et, faute de journal, la police — dont une partie a déjà trouvé le moyen de protester — ne prendra pas plus de gants qu'avant avec ceux qui, parmi les « étrangers », ont l'air de prolétaires.

Marie-Claude SOLLAC

## ON NOUS ECRIT Vieuicq, 1985.. une commune « branchée » !

« Toute la commune n'est pas électrifiée. Le tout-à-l'égout n'est pas total, même dans le bourg.

Tous les hameaux n'ont pas de bouches d'incendie. Ils ont supprimé le téléphone public à la campagne. Tous les chemins ne sont pas en état, non entretenus, mal respectés. La circulation difficile autos-vélos nous lèse, nous les habitants, et sans déneigement en hiver.

La fontaine communale n'est plus entretenue. Tout ce qui retombe y pourrit. Elle est dans un état repoussant et ce, surtout après le passage d'une tonne à faire des traitements ou un lavage de sacs ayant contenu certains produits. De nombreux usagers sont privés d'eau. (...) »

B. Vieuicq (Eure-et-Loir)

dans les entreprises

□ CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE (Rouen)

## Les employés toujours décidés à faire reculer la direction sur le licenciement

Les employés de la Caisse Régionale d'Assurance-Maladie, qui ont de nouveau débrayé et réélu leur Comité de soutien, continuent de rester mobilisés pour obtenir la réintégration de leur camarade de travail, un ouvrier débutant licencié pour avoir, selon son chef, prouvé son incompétence professionnelle en demandant « à un collègue (...) des conseils pour installer un néon chez lui ». (Cf LO n° 879).

Le Comité de soutien a multiplié les interventions auprès de personnalités et responsables de la région. Roland Leroy tout comme Jean Lecanuet restent muets. D'autres élus communistes, eux, refusent de prendre position et conseillent par lettre-réponse au Comité de s'adresser aux syndicats qui le soutiennent ! Le député Michel Bérégovoy (PS) a apporté son soutien. D'autres, qui ont été contactés, doivent

intervenir. Laurent Fabius a dit à un membre du Comité qu'il interviendrait. Une réunion du Comité avec le directeur régional a eu lieu. Ce dernier est chargé d'une enquête par le ministère. Des soutiens sont parvenus des syndicats CFDT de la Cité administrative de Rouen et de la CRAM de Bordeaux.

Bien qu'il ait reçu une lettre de l'inspection du travail demandant raison juridiquement au

Comité, confirmant qu'il s'agit d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse et l'invitant à revoir sa position, le directeur refuse de discuter. Pour faire face aux dépenses du Comité, une vente de muguet de solidarité a rapporté près de 1 000 F.

Le personnel suit avec attention les informations fournies, distribue les tracts du Comité et attend les résultats de l'entrevue avec le ministère, lundi 6 mai.

Correspondant LO

## Question de temps

### Vu d'en-haut

Les hauts fonctionnaires qui rédigent les circulaires ministérielles ont l'air de n'avoir qu'une lointaine idée des problèmes auxquels sont soumis ceux que leurs circulaires « administrent ».

Ainsi, le texte qui régit l'attribution des congés pour enfants malades permet au premier coup d'œil de voir que ces messieurs règlent ce problème chez eux avec la nurse.

Quant à nous, il faut nous débrouiller pour que nos enfants, si nous en avons plusieurs, fassent leur scarlatine en même temps ou, si nous travaillons à temps partiel, fassent l'effort de

n'être que partiellement malades !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Centre hospitalier Charles-Nicolas - Rouen.

### Vive les 35 heures !

Au Trafic, les grandes fosses creusées sous les Berceaux sont maintenant bétonnées. Les robots ne vont donc pas tarder à être posés. Enfin le progrès s'installe !

A la bonne heure ! On va pouvoir se libérer de notre trop-plein d'heures et de boulot. Ces automates complets doivent bien être étudiés pour les partager avec nous !

A coup sûr, ils vont nous permettre d'aller vers les 35 heures !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chausson - Gennevilliers (92).

### Le sergent recruteur

Le nouveau chef d'atelier des convertisseurs a eu bien du travail la semaine dernière. Jusqu'à vendredi après-midi, il a dû chercher des gens pour travailler samedi. C'est vrai que, sans les ouvriers, ces chefs-là ne sont plus rien. Et c'est bien là notre force !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière General Motors - Gennevilliers (92).

## ECHOS DES ENTREPRISES

### Dérive des continents

Dernièrement, la direction a fait expédier du matériel destiné à l'Asie en Afrique. Les frais de transport et de dédouanement sont si bon marché que la direction n'est pas à un continent près.

Et après cela, pour se faire payer les indemnités de déplacement, il a fallu que le personnel de chantier lui tire l'oreille.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière ALCATEL - THOMSON (Levallois - 92).



### On vous dérange ?

Le Léopard a encore provoqué un incident désagréable pour ses supérieurs.

L'autre jour, pendant que se déroulait une réunion entre les délégués du personnel et la direction, il nous a annoncé qu'il allait diviser par deux le nombre d'ouvriers travaillant aux Boîtes de vitesse.

Aussitôt, l'équipe est allée faire une petite visite aux 2 B, puisqu'ils étaient justement en réunion avec les délégués.

B et B n'aiment pas la démocratie directe : la vue de travailleurs en bleus venant demander des explications les perturbe toujours un peu.

Un coup à refaire, donc ! Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RATP Championnet (Paris).

### Cul et chemise

Les représentants patronaux à la Sécu et les fédérations FO et CFDT ont approuvé un protocole d'accord sur les nouvelles technologies.

Une commission nationale discutera de l'informatisation et de l'emploi.

Enfin des informations, pourrait-on se dire ! Eh bien non ! Ces féuera-

tions ont accepté de garder le secret.

En clair, avec les patrons, c'est : « Que cela reste entre nous ». Pour les employés, c'est : « Je sais tout, mais je ne dirai rien ».

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CRAMIF (Paris 19°).

### Usine nouvelle, vieilles sornettes

C'est au sujet des sanctions contre les ouvriers que le directeur du service du personnel a été interviewé par le journal *Usine Nouvelle*.

Car ce monsieur a toute une philosophie sur le sujet : si on ne sanctionne pas assez, c'est l'autorité qui s'en va, s'explique-t-il ; si on sanctionne trop, c'est le personnel qui s'en va, et avec lui la production... Quelle puissance d'analyse !

Et ce directeur de personnel s'est même fait mousser en affirmant qu'il avait trouvé l'embryon de solution à ce dilemme qui depuis des siècles trouble le sommeil de tous les exploitants de la planète : il prétend que, depuis qu'il a fait repeindre les ateliers, le taux d'absentéisme a baissé à l'usine. S'il croit que c'est pour sa peinture qu'on vient à l'usine tous les matins...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière ALSTHOM (Saint-Ouen - 93).

### Tac-O-tac Citroën

On a beau gratter, il n'y a pas d'augmentation.

Alors puisqu'il y a une chance au grattage et une chance au tirage, la direction nous propose une loterie avec la fiche de paie d'avril.

Mais la chance au tirage est maigre : un week-end à l'étranger. La direction tient visiblement à ce que les gagnants soient de retour à l'usine le lundi matin.

Ça ne leur coûte pas cher et ça ne risque pas de nous rapporter gros.

### Un président chevronné

Pour Mitterrand, Calvet est un gagnant. Il a su remettre l'entreprise Peugeot à flot, surtout grâce à la 205. Mais à quel prix ? On n'a rien entendu. Les licenciements de Talbot et de Citroën, ça ne compte pas. Seuls comptent les bénéfices de Peugeot. Et c'est le même Mitterrand, dont le ministre a signé les licenciements, qui ose dire que « le chômage, c'est la douleur de la France ».

Plus hypocrite que lui, tu meurs !

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Citroën - Aulnay (93).



□ **ALCATEL-THOMSON (Levallois)**

## Ça a chauffé sur les chantiers

Mardi et mercredi derniers, les travailleurs des chantiers France se sont mis en grève. La direction voulait faire des économies sur leur dos en refusant de leur payer des indemnités de déplacement.

80 travailleurs sont à longueur d'année sur les chantiers d'Alcatel-Thomson aux quatre coins de la France, à installer des émetteurs-récepteurs et des stations terriennes pour les clients, principalement les PTT. Ils montent les pylônes, font les installations d'antennes, les raccordements radio-électriques et tous les réglages.

La direction leur verse une indemnité correspondant aux frais d'un petit-déjeuner, de deux repas et d'une chambre d'hôtel. Ces indemnités sont dues pendant toute la durée du chantier, y compris le week-end.

Du fait de l'éloignement de ces travailleurs de leur domicile, les conventions collectives prévoient qu'ils ont droit à un jour de congé de détente par mois passé sur un chantier. L'indemnité de déplacement est payée ce jour-là. Ces jours pouvaient être pris regroupés, en accord avec le chef de chantier.

Toutes ces dispositions sont définies par une convention

collective et par les accords Thomson.

Au mois de mars, la direction fait une note de service pour la prise des jours de congés détente du mois de mai. Elle prétendait supprimer les indemnités de déplacement des jours fériés et des week-ends si les congés de détente y étaient accolés. Or, avec le nombre de jours fériés et ponts ce mois-là, aucun travailleur de chantier ne pouvait prendre ces jours sans perdre ses indemnités de déplacement.

Pour la direction, il s'agissait d'un premier pas vers la suppression des indemnités de déplacement le week-end.

Devant le refus de la direction de respecter la législation, les travailleurs des chantiers France ont quitté leurs chantiers. Ils se sont retrouvés à 53 le mardi 23 avril, à Levallois, soutenus par les syndicats CGT, CFDT et FO du centre, pour demander des comptes à la direction. Compte tenu de ceux partis en vacances, c'est presque 80 % du personnel de chantier qui étaient à Levallois.

La direction n'a d'abord rien voulu savoir, maintenant sa note, trouvait normal d'amputer de près de 1 000 F le salaire de ceux qui voulaient prendre leurs congés. Alors le soir, devant l'intransigeance de la

direction, les travailleurs ont voté la continuation de la grève pour le lendemain. Ils ont contacté leurs camarades restés sur les chantiers afin qu'ils montent eux aussi à Levallois.

Ils ont pu apprendre ainsi que la direction avait envoyé aux PTT des télex avertissant que les travailleurs allaient se mettre en grève et qu'il fallait leur interdire l'accès des chantiers, au cas où ils occuperaient. La direction était donc inquiète.

Et mercredi matin, il y avait une dizaine de travailleurs de plus en grève à Levallois. Tous les chantiers France étaient arrêtés.

Devant le mécontentement général, la direction a dû mettre à la poubelle son projet de voler les travailleurs. Elle a dû accepter de payer les indemnités de déplacement les week-ends et jours fériés, à condition qu'il y ait 3 jours de travail consécutifs.

Elle voulait économiser sur les indemnités de déplacement : elle a fait l'unanimité de tous pour imposer leurs droits et a perdu deux jours de chantier. Pour un coup d'essai, c'était réussi !

Correspondant LO

□ **BNP (Barbès)**

## Le personnel élit les délégués de son choix

Les élections des délégués du personnel viennent d'avoir lieu à la BNP.

Cette année encore, dans plusieurs centres, un deuxième tour a été nécessaire parce qu'il n'y a pas eu 50 % de votants au 1<sup>er</sup> tour. Dans des centres, à la DG (Direction générale) à Bergère et au COC (Centre opérations sur coupons), le quorum n'a pas été atteint, sans même qu'il y ait d'appel au boycott. Et dans deux autres centres, le COE (Centre d'opérations avec l'étranger) à Barbès et le CCFD (Centre de comptabilité franc et devises) à Bergère, le quorum n'a pas été atteint suite à l'appel au boycott lancé par des employés qui sont écartés des listes syndicales depuis plusieurs années parce qu'ils sont militants de Lutte Ouvrière et connus pour leurs idées révolutionnaires.

Ainsi ces militants ont pu surmonter le barrage syndical — au 1<sup>er</sup> tour, seuls les syndicats dits représentatifs ont le droit de présenter des candidats — et ils ont pu se présenter au suffrage du personnel au 2<sup>e</sup> tour.

Au CCFD (400 personnes) à Bergère, au 1<sup>er</sup> tour, il n'y a eu que 15 % de votants au 1<sup>er</sup> collège et 30 % au 2<sup>e</sup> collège. Au 2<sup>e</sup> tour, au 1<sup>er</sup> collège, 2 candi-

dates libres ont été élues avec 74 % des voix et au 2<sup>e</sup> collège, où il y avait une candidate pour la première fois cette année, 40,3 % des voix se sont portées sur elle.

Au COE (650 personnes) à Barbès, il y a eu 25 % de votants au 1<sup>er</sup> collège et 30 % au 2<sup>e</sup> au 1<sup>er</sup> tour. Au 2<sup>e</sup> tour un délégué libre a été élu avec 57 % des voix dans le 1<sup>er</sup> collège et un autre candidat avec 30 % des voix dans le 2<sup>e</sup> collège.

Ainsi, à Barbès comme à Bergère, le personnel, comme les années précédentes, a tenu à élire des délégués de son choix.

Alors qu'on a pu noter, sur l'ensemble des centres, une augmentation sensible des abstentions, traduisant un désintérêt pour les élections et la déception du personnel devant l'inaction des syndicats depuis l'arrivée de la gauche au gouvernement, le personnel du COE de Barbès et du CCFD à Bergère a tenu à montrer qu'il appréciait des délégués qui n'ont jamais cessé de dénoncer les attaques patronales et gouvernementales et, quelles que soient les circonstances et les étiquettes du gouvernement, n'ont pas cessé de défendre les intérêts du personnel.

Correspondant LO

## ECHOS DES ENTREPRISES...

### Nous réclamons ce qu'on nous vole

Au Montage-Bobine, une délégation de 17 personnes a été faite auprès de la maîtrise.

Nous demandons — à l'occasion des prochains départs en FNE — un relèvement de toutes les qualifications. En effet des P2 ou même des P1 vont faire le travail effectué auparavant par des TA ou des P3.

Au total la même production sortira et il n'y a aucune raison que l'Alstom se mette dans la poche les différences de salaire correspondantes.

Alors bien sûr, la maîtrise a essayé de nous convaincre que nous devrions être bien heureux d'avoir du travail et nous en contenter.

Mais l'Alstom ne coule pas, au contraire. Et si elle effectue des suppressions

d'emplois d'un côté, elle embauche d'un autre côté avec des salaires bien plus bas et elle empoche la différence.

La seule chose qui diminuera — si nous la laissons faire — c'est notre pouvoir d'achat, et pas la charge de travail.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Alstom Saint-Ouen.

### Tilt

Dernièrement, la pointeuse super-sophistiquée ne voulait plus rien savoir.

Devant la charge de travail, l'ordinateur a craqué : ce fut la panne.

C'est vraiment pas de chance pour ceux qui tiennent absolument à savoir nos heures d'arrivée ou de départ.

Ce coup-ci, ce fut le noir complet.

Ont-ils connu des nuits blanches ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière AGF - Lafayette.

### Dernier avertissement avant poursuites

D'habitude, au début du mois d'avril, nous recevions la feuille de participation aux bénéfices... Enfin, quand la direction en déclarait !

Cette année, nous aurions dû avoir celle de 1979, or jusqu'à présent on n'a toujours rien eu.

A traîner comme ça, ils vont finir par avoir l'huissier.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chaffoteaux (Saint-Brieuc).

### La SNCF côté pas chic

A Puteaux, au PRS, en cas de panne de secteur, des batteries prennent la relève. Ces batteries sont des batteries humides, qui dégagent donc des émanations acides, tout cela dans

une toute petite pièce avec une aération d'environ 10 cm sur 10 cm.

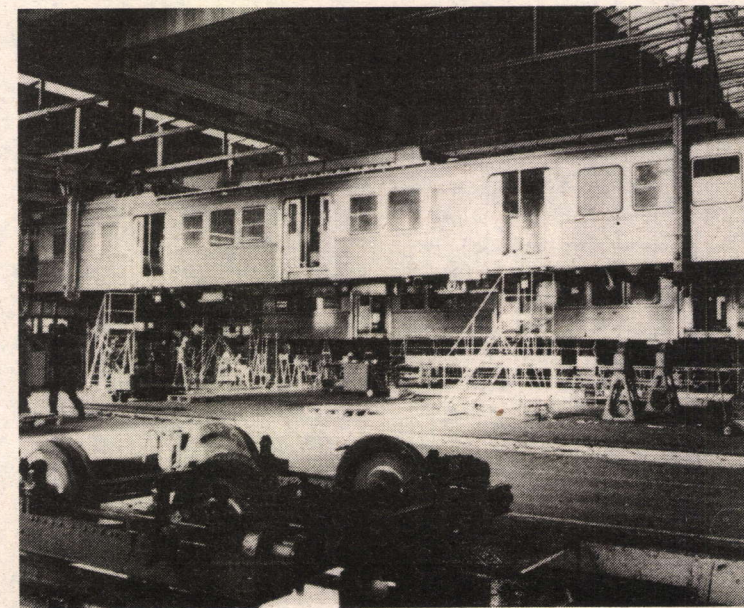
Et en plus, cette pièce donne en plein dans un local de travail en 3 x 8, qui sert aussi de réfectoire.

On ne peut pourtant pas dire que la direction ne s'est pas préoccupée de la sécurité... puisqu'elle a posé un

panneau sur la porte : « Danger - Défense de pénétrer avec une flamme » !

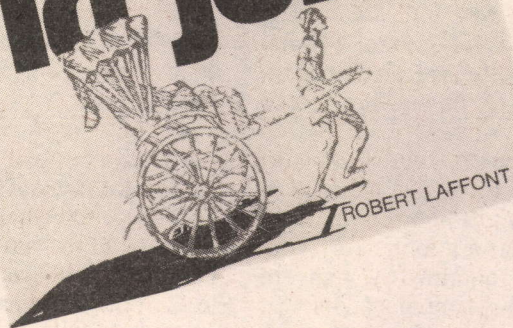
La direction croit peut-être que ça peut remplacer une bonne ventilation. Mais ce n'est pas sûr que les gaz, eux, se laissent convaincre.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF - Région PSLA.





# la cité de la joie



## Vie et mort d'un tireur de rickshaw

L'un des personnages les plus attachants de ce livre est le tireur de rickshaw, Hasari Pal.

Le rickshaw c'est l'équivalent indien du pousse-pousse. A la force des poignets, un homme souvent sous-alimenté, fatigué, usé par la maladie, la « fièvre rouge », la tuberculose qui atteint 260 millions d'Indiens, doit en tirer un autre, parfois deux, chargés de paquets, toujours plus gros et gras que celui qui tire, cet « homme-cheval » comme l'appelle Dominique Lapierre.

Un sort guère enviable, pensez-vous ? Pas du tout : être « homme-cheval » c'est une promotion, dans une société où le chômage est chronique, dans une ville où des dizaines de milliers de gens ne savent pas ce qu'ils mangeront le jour même. Et le rêve inaccessible de l'« homme-cheval », c'est d'être chauffeur de taxi.

Chassé de sa campagne par la famine, Hasari Pal est arrivé avec sa famille dans l'enfer de Calcutta. Souvent pour y survivre les premiers jours, il faut se résigner à envoyer ses enfants mendier. Pourtant Hasari pense : « Nous sommes des paysans, pas des mendiants ».

Un jour, Hasari est témoin de la mort d'un travailleur. Cette mort, c'est l'espoir... « Puisque dans cette ville inhumaine des hommes se tuent à la tâche, ce serait bien le diable si je ne parviens pas un jour à prendre la place d'un mort ».

Il ne trouvera finalement un emploi que parce qu'il se lie à un autre tireur de rickshaw, originaire d'un village proche du sien. « Dans cette maudite ville, la bagarre pour dénicher un boulot est si dure que tu pourrais aussi bien attendre des années, et crever vingt fois dans l'intervalle. Et si tu n'as pas quelqu'un qui t'aide, alors tu n'as aucune chance. Même au niveau le plus bas, tout est question de relations. Et naturellement d'argent. »

Il faut user de ruse, d'opportunisme, pour qu'un jour le propriétaire de trois cents carrioles se décide à vous en confier une.

Et c'est pareil, si l'on veut quitter la rue qui vous a accueilli les premiers temps pour une petite place dans... un taudis. Il y a une mafia qui contrôle le bidonville et impose ses péages à toute occasion. Pour avoir le droit de se servir des 3 mètres carrés où il va enfin abriter sa famille, Hasari doit verser un « pas-de-porte » de cinquante roupies (un ouvrier qualifié en gagne 300 par mois) et s'engager à payer d'avance, chaque mois, vingt roupies de loyer.

Si l'on ne peut pas payer parce qu'on a perdu son emploi, il existe de multiples trafics qui permettent de glaner quelques roupies pour tenir. On peut vendre son sang à des laboratoires plus ou moins bidons qui ravitaillent les hôpitaux de Calcutta, toujours à court. Quand son sang est trop clair, on peut lui donner de la couleur avec quelques médicaments. Une femme peut vendre son fœtus, très prisé par les laboratoires américains ou suisses qui vendent à de riches clientes des « cures de rajeunissement ». On peut même vendre son squelette par procuration. Il vaut 500 roupies.

C'est un des moyens qu'utilisera Hasari, usé par la tuberculose, pour pouvoir doter sa fille et lui assurer un mariage correct, une des hantises des pères indiens.

Quand un tireur de rickshaw meurt, il laisse peu de choses : « Avant de quitter le hangar, j'ai rassemblé ses affaires. Il n'y avait pas grand-chose, quelques ustensiles de cuisine, un longhi de rechange, une chemise et un pantalon pour les fêtes de Dourga et un vieux parapluie. C'était tout ce qu'il possédait. »

Jacques FONTENOY

## La vie quotidienne dans un bidonville de Calcutta



Calcutta, l'ancienne capitale de l'Inde, du temps de la domination anglaise, est une agglomération de dix millions de personnes. Une ville où l'on trouve l'ancien palais du gouverneur anglais, des palais, des monuments réputés, des bibliothèques, des cinémas, et qui a la réputation d'être la ville des intellectuels indiens.

Mais ce n'est pas cet aspect qui a intéressé Dominique Lapierre (connu pour les livres écrits en collaboration avec Larry Collins) qui a fondé une association de soutien aux enfants de lépreux à Calcutta. En leur rendant visite, il a découvert la condition de quelques-uns des hommes les plus déshérités de la planète. Car, à quelques pas des palais, il y a la misère la plus criante.

Calcutta est en effet une de ces villes, comme il en existe plusieurs aux Indes et beaucoup dans tout le Tiers Monde, où viennent s'entasser au fil des jours des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants chassés de la campagne par la famine. Car ces paysans (qu'ils ne tirent plus rien de leurs terres ou qu'ils en aient été chassés) viennent à la ville dans l'espoir d'y trouver au moins quelques miettes.

Dominique Lapierre nous entraîne ici dans un quartier de Calcutta, la Cité de la joie, et nous fait partager la vie quotidienne de gens très pauvres, dont quelques-uns ont pour vivre un travail en usine, quelques autres un petit métier, et la plupart rien que des expédients.

On mesure aussi, au fil des jours et des épreuves pour gagner quelque argent, l'importance que prennent les rares événements qui permettent, le temps d'une journée, d'oublier tout le sordide de cette existence. Un jour de fête, un mariage, un enterrement, une naissance sont les trop rares occasions d'oublier sa misère, même si c'est au prix d'une montagne de dettes ; car faire la fête coûte une fortune quand on ne possède pratiquement rien.

Bien sûr, ce livre a bien des côtés agaçants. Dominique Lapierre ne croit pas à la lutte sociale et ne voit de solution que dans les activités charitables, et notamment l'action des catholiques sur place, alors qu'il n'a que mépris et ironie pour la lutte des communistes indiens. Sa découverte de la vie des masses indiennes est pleine de paternalisme et il ne dénonce pas les responsables de cette situation, les grandes puissances impérialistes notamment.

Cela dit, le choc qu'il a reçu en découvrant Calcutta a été suffisamment violent pour qu'il nous en retransmette l'émotion. Et s'il n'offre pas de solutions acceptables, son livre est une hallucinante et éprouvante description de la vie des travailleurs les plus écrasés de Calcutta. Les extraits que nous en donnons par ailleurs en sont une faible illustration.

Jacques FONTENOY





## Quelques extraits du livre

### • La faim à la campagne...

Le livre commence par décrire la famine dans la campagne bengalienne qui va entraîner l'exil de la population vers Calcutta, qui pour les campagnes déshéritées fait figure d'oasis...

« Les dettes contractées et l'impossibilité d'acheter suffisamment de semences firent des deux années suivantes un véritable cauchemar. (...) »

Par la suite, des émissaires du gouvernement passèrent dans les villages pour annoncer une opération appelée « Du travail pour de la nourriture ». Des chantiers furent ouverts

dans la région pour creuser des canaux, rehausser les chemins, agrandir les réserves d'eau, relever les digues, défricher les broussailles, faire des trous, le long des routes afin d'y planter des arbres. « Nous recevions un kg de riz par journée de travail, une aumône pour nourrir toute une famille, alors que la radio disait

que les silos à grains étaient pleins dans le reste du pays. (...) »

L'eau fut rationnée : d'abord un seau par jour et par famille. Puis un demi-seau. Enfin, un seul gobelet par jour et par personne, que l'on devait aller boire sur place dans la maison du maire. »

### • ... et à la ville

On trouve quelques miettes dans la grande ville, mais les enfants sont cruellement touchés par la malnutrition.

« (Le piment dans la nourriture) déclenche la transpiration, active le métabolisme sanguin et accélère l'assimilation, le piment est avant tout un air de momie égyptienne. A ce niveau de malnutrition, la plupart de leurs cellules grises étaient probablement détruites. Même si on parvenait à les tirer d'affaire, ils seraient des idiots. Des idiots médicaux. »

« (Les bébés) souffraient de telles carences que leurs fontanelles ne s'étaient pas fermées. Privée de calcium, l'ossature de leur crâne s'était déformée et leur faciès dolichocéphale leur donnait à tous un air de momie égyptienne. A ce niveau de malnutrition, la plupart de leurs cellules grises étaient probablement détruites. Même si on parvenait à les tirer d'affaire, ils seraient des idiots. Des idiots médicaux. »



### • « La plus extrême misère économique »

L'auteur présente la Cité de la joie, cette ancienne cité ouvrière construite au début de ce siècle sur des marécages :

« Inconscience ou défi, le propriétaire de la fabrique de jute qui, au début du siècle, avait logé ses ouvriers sur un ancien marécage infesté de fièvres, avait baptisé l'endroit « la Cité de la joie ». Depuis, la fabrique avait fermé ses portes mais cette première cité ouvrière avait grandi, pour devenir une véritable ville dans la ville. Plus de soixante-dix mille personnes s'y agglutinaient aujourd'hui, sur un espace à peine trois fois plus vaste qu'un terrain de football, soit environ dix mille familles géographiquement réparties selon leur religion, 63 % musulmans, 37 % hindous, quelques sikhs, jains, chrétiens et bouddhistes. »

« Avec ses rectangles de maisons basses construites autour d'une cour minuscule, avec ses toits de tuiles rouges et ses ruelles rectilignes, la

Cité de la joie ressemblait en effet plus à une cité ouvrière qu'à un bidonville. Elle détenait pourtant le triste record de la concentration humaine la plus forte de la planète : 130 000 habitants au km<sup>2</sup>. C'était un lieu où il n'y avait pas un arbre pour trois mille personnes, pas une fleur, pas un papillon, pas d'oiseaux, à l'exception des vautours et des corneilles ; où les enfants ne savaient pas ce qu'est un buisson, une forêt, un étang ; où l'air était si chargé d'oxyde de carbone et de soufre que cette pollution entraînait la mort d'un membre au moins de chaque famille ; où la fournaise pétrifiait hommes et bêtes pendant les huit mois de l'été ; où la mousson transformait les ruelles et les gourbis en lacs de boue et d'excréments ; un endroit où, jusqu'à une période récente, la lèpre, la tuberculose, les dysenteries et

toutes les maladies de carence réduisaient l'espérance de vie à l'un des niveaux les plus bas du monde ; où 8 500 vaches et buffles, attachées en permanence dans des étables encombrées de fumier, donnaient un lait infesté de microbes. Mais surtout la Cité de la joie était un lieu où sévissait la plus extrême misère économique. Neuf habitants sur dix n'avaient pas une roupie par jour, quatre-vingts centimes, pour s'acheter trois cents grammes de riz. Et, à l'égal de tous les autres « slums », (1) la Cité de la joie était en général ignorée par les autres citoyens de Calcutta, sauf en cas de crime et de grève. Considéré comme un quartier dangereux et mal famé, un ramassis d'intouchables, de parias, d'associés, c'était un monde à part, vivant à part du monde. »

(1) Taudis.

### • « Les ouvriers les plus mal protégés du monde »

Dominique Lapierre dénonce ici l'exploitation des enfants dans les usines et les terribles conditions de travail des usines indiennes.

« L'article 24 de la Constitution indienne stipule que : « aucun enfant ne peut être mis au travail dans une fabrique ou une mine, ni occupé à aucun autre poste dangereux ». Mais, pour des raisons de rendement et de docilité, une grande partie de la main-d'œuvre était extrêmement jeune. Au moment de l'embauche, un enfant avait en effet presque toujours la préférence : ses petits doigts étaient plus habiles et il se contentait d'un salaire minime. Combien de fois ces paies de misère

gagnées par des enfants avec tant de fierté faisaient la différence dans une famille entre la famine et la survie !

Les ouvriers du « slum » étaient parmi les plus mal protégés du monde. Ils ne bénéficiaient d'aucune Sécurité sociale ; ils étaient souvent exploités d'une façon éhontée, travaillant jusqu'à douze ou quatorze heures d'affilée dans des locaux sans lumière ni ventilation, où aucun zoo au monde n'oserait héberger ses animaux. Beaucoup d'entre

eux mangeaient et dormaient sur place. Pas de repos hebdomadaire, pas de congés payés. Un seul jour d'absence, et c'était le renvoi. Une remarque déplacée, une revendication, une dispute, une heure de retard entraînaient un licenciement immédiat, sans compensation. Seuls ceux qui parvenaient à acquérir une certaine qualification — tourneurs, lamineurs, ouvriers sur presses spécialisées — avaient un réel espoir de conserver plus longtemps leur emploi. »



### • « Pour ne pas avoir à titulariser, on licenciat périodiquement »

Mehboud était un travailleur indien d'origine musulmane. Les musulmans représentent les deux tiers de la population de Calcutta. Il était employé depuis treize ans sur un chantier naval comme ouvrier journalier. Il forgeait des hélices de bateau. Il gagnait 300 roupies par mois, une petite fortune par rapport à des milliers de ses voisins de la Cité de la joie qui ne disposaient que d'une roupie par jour. Il était très fier de sa réussite. Mais un jour, ce fut le drame...

« Un soir, Mehboud rentra de son travail le visage décomposé. Le chantier naval venait de licencier toute sa main-d'œuvre journalière. C'était une pratique courante depuis qu'une loi obligeait les patrons à mensualiser leurs ouvriers au bout de quelques mois. A l'exception des intéressés, personne ne souhaitait voir appliquer cette loi. On disait même que le gouvernement, le patronat et les syndicats étaient de connivence pour lui faire échec. Le gouvernement, parce que l'augmentation du nombre de salariés mensualisés renforçait fatalement la puissance des syndicats ; le patronat, parce qu'une main-d'œuvre travaillant à titre précaire était plus facilement corvéable ; les syndicats enfin, parce qu'ils étaient composés de mensuels, soucieux de res-

treindre leurs avantages à leur minorité. Et, comme toujours en Inde, aux arguments objectifs s'ajoutait quelque tradition héritée de la nuit des temps. Si tous les journaliers devenaient des mensuels, qu'advierait-il de la coutume qui accordait au fils aîné d'un salarié mensuel le privilège d'être à son tour embauché dans l'usine où travaillait son père ? Tout le monde conspirait donc à contourner la loi. Pour ne pas avoir à titulariser, on licenciat périodiquement. Puis on réembauchait. Des milliers d'hommes vivaient ainsi dans la hantise de ne pas retrouver leur travail d'un jour à l'autre. Après treize ou quatorze ans d'emploi, lorsqu'il n'était plus possible de repousser leur titularisation, on les licenciat définitivement. »

### • La brutalité policière... jusqu'au meurtre

Atul Gupta était un jeune tireur de rickshaw, séduisant comme un acteur de cinéma. Dans un embouteillage, il eut un accrochage, se battit avec la police et fut aussitôt arrêté.

« Quand les policiers le relâchèrent le lendemain à midi, Atul Gupta n'était plus qu'un paquet de chair et de sang. Ils l'avaient battu toute la nuit à coups de lathi et lui avaient brûlé la poitrine avec des cigarettes. Ils l'avaient suspendu à un crochet par les bras, puis par les pieds, pendant des heures, en lui lacérant le corps à coups de bambou. Ce n'était pas seulement pour s'être battu avec l'un des leurs qu'ils le punissaient ainsi. C'était

pour ses pantalons propres, sa chemise et ses chaussures de sahib, sa montre en or. Un esclave n'avait pas le droit de se différencier des autres bêtes de somme. »

Sa popularité était telle que les tireurs de rickshaws de Calcutta se mirent en grève pour le faire libérer. A son procès, il séduisit le président du jury et fut libéré. Pour tous les tireurs de rickshaws, c'était une petite victoire. Mais il fut abattu d'un coup de revolver le soir même.

### • « Le rôle des filles est ingrat dans la société indienne »

« Le rôle de fille est ingrat dans la société indienne. Aucune charge domestique, aucune corvée ne lui est épargnée. Debout avant les autres, couchée la dernière, elle mène une vie d'esclave. Maman avant d'être mère, Amrita avait élevé ses frères. Elle avait guidé leurs premiers pas, cherché leur nourriture dans les ordures des hôtels, cousu les guenilles qui leur servaient de vêtements, massé leurs membres décharnés, organisé leurs jeux, épouillé leur tête. (...) Les

campements sur les trottoirs, la cahute de planches et de cartons de leur premier bidonville avaient été pour elle autant de centres d'apprentissage où lui avait été enseigné tout ce que doit savoir une mère de famille modèle et une bonne épouse. (...) Et comme sa conduite ne devait être que soumission, Amrita avait été entraînée dès son plus jeune âge à renoncer à ses goûts et à ses jeux pour servir ses parents et ses frères. »



## « The Bostonians »

de James Ivory avec Vanessa Redgrave



Les Bostoniennes de James Ivory, ce sont les féministes de la bonne société américaine, celles que l'on rencontrait dans les salons à la mode de la Côte Est, à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle.

Sortie tout droit du roman de Henry James dont a été tiré ce film, Olive Chancellor, célibataire, endurcie dans son refus des références masculines qui dominent le monde (même le sien, pourtant privilégié), rigide et passionnée à la fois, attachée aux idéaux féministes de l'époque, et en particulier au combat pour le vote des femmes, fait d'une petite jeune fille à peine débarrassée de son adolescence, Verena, le porte-parole de son mouvement.

Celle-ci, oratrice née, douée pour émouvoir et

trouver les mots simples qui touchent les auditoires, est prise en main par l'exigeante Olive qui lui voue une amitié passionnelle ambiguë et la propulse dans les lieux à la mode. Elle devient vite la coqueluche du beau monde.

L'intrigue se noue tout de suite, dès qu'apparaît dans son sillage un admirateur assidu, venu de son Mississippi et qui, comme de bien entendu, est un prototype du « macho », sûr de lui, imbu de ses droits « naturels ». Qui l'emportera, dans l'esprit et le cœur de l'influénçable Verena ? Olive, qui ne ménage pas ses efforts pour la garder tout à elle, ou ce séducteur de province ?

Drame psychologique, centré sur les sentiments des personnages, les non-dits et les ambiguïtés, on a pu dire du film de J. Ivory qu'il était une adaptation fidèle et raffinée du roman de James, tant il avait su en recréer l'atmosphère confinée et luxueuse. Et par ce raffinement même, ce parti pris de s'attarder sur les objets, les meubles patinés, les dentelles ou les bibelots, les robes ou les beaux paysages, le film peut irriter.

On a même dit qu'il avait su rendre, mieux que James lui-même, cet anti-féminisme qui animait celui-ci lorsqu'il écrivit son roman, et qui lui faisait dire qu'il avait « voulu écrire un

récit très américain, très caractéristique de nos conditions sociales. » « Et je me suis demandé rapporte James, quel était l'aspect le plus saillant et le plus curieux de notre vie sociale. La réponse était la situation des femmes, la notion de sexe qui disparaît, la discussion sur ces sujets... Toute cette époque est féminisée, le ton masculin est en train de disparaître de la face du monde ; cette époque est régie par les femmes, les nerfs, le maboulisme, le bavardage, la prudence ; c'est l'époque des phases creuses, des fausses délicatesses, des campagnes sans objet valable, de la sensiblerie ; et cela aboutit, si l'on n'y prend garde, à l'état de choses le plus médiocre, le plus plat et le plus prétentieux qui ait jamais existé » (extrait de ses Carnets). Or, ce n'est pas tout à fait cela qui se dégage du film. Si certaines scènes sont visiblement marquées par la volonté de ridiculiser les mœurs des féministes, leur allure, leurs comportements, si l'évocation de cette Olive Chancellor est teintée d'ironie, on éprouve quand même beaucoup de tendresse pour cette femme qui garde sa foi militante et sait trouver, même après la désertion de celle qu'elle a façonnée, des accents qui rendent son combat émouvant.

Anne GARBE



## « Brother »

de John Sayles

Brother est un extra-terrestre. Noir. Réfugié sur Terre, il atterrit à Harlem, Noir parmi les Noirs, que rien ne distingue des autres sinon des pieds difformes des nôtres, quelques pouvoirs magiques (c'est tout de même un extra-terrestre !), un



mutisme complet, et une candeur à toute épreuve.

Et le voilà plongé dans l'univers de Harlem, faisant connaissance avec les jeux vidéo sur lesquels jeunes et moins jeunes restent rivés toute la journée, l'alcool, la drogue, des paumés. Et l'œil de Brother sur tout cela, c'est tout à fait celui d'un extra-terrestre, médusé par tout ce qu'il voit, autant que devrait l'être le spectateur si nous ne commençons pas à nous habituer à tout !

Un film chaleureux, que l'on verra sans déplaisir.

J.J.F.

## Sélection télé

### Samedi 4 mai

20 h. 40 TF1. téléfilm : Rien que la vérité : Un polar judiciaire, bien ficelé, paraît-il, autour d'une « bavure » policière.

22 h. 20 TF1. Droit de réponse : l'arroseur arrosé. L'émission de Michel Polac est consacrée à l'eau. Est-elle inépuisable ? La paie-t-on à son juste prix ?

### Dimanche 5 mai

15 h. 15 FR3. Otello, opéra de Verdi, filmé en 1982 dans les arènes de Vérone, avec la cantatrice Kiri Te Kanawa.

20 h. 35 TFI. Le salaire de la peur de Clouzot, avec Yves Montand et Charles Vanel. Pour gagner la grosse somme, quatre hommes acceptent de conduire des camions bourrés de nitroglycérine sur les routes pleines d'embûches d'un pays d'Amérique du Sud. Un film à ne pas manquer.

21 h. 35 A2. Sortie de secours : le sort des petits délinquants à New York.

22 h. 30 FR3. Cinéma de minuit : La foule de King Vidor. Ce film muet raconte

l'isolement d'un homme au milieu de la foule newyorkaise.



### Lundi 6 mai

20 h. 35 TFI. Film : Plus dure sera la chute avec Humphrey Bogart. Un réquisitoire contre le racket et la corruption qui sévissent dans le monde de la boxe.

20 h. 35 A2. L'heure de vérité : François Léotard, secrétaire général du Parti Républicain et « jeune loup » aux dents longues de la droite, face aux journalistes.

21 h. 55 A2. Bunny's Bar, pièce de et avec Josiane Balasko : Anita, ex-

stripteaseuse reconvertie en dame-pipi à cause de kilos superflus, et Jacques le portier passent leur dernière nuit de travail ensemble. Du rire en perspective...

### Mardi 7 mai

20 h. 35 TF1. Les dossiers de l'écran : Le journal d'Anne Frank, adaptation du journal tenu par une jeune Juive de 15 ans, qui mourut au camp de Bergen-Belsen. Parmi les participants au débat : Jean-François Steiner, auteur d'un roman sur les camps de la mort, Treblinka.



20 h. 35 FR3. Film Tess de Roman Polanski, d'après un roman de Thomas Hardy. Un portrait de la société victo-

rienne à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle en Angleterre.

### Mercredi 8 mai

21 h. 25 TF1. L'histoire secrète du pétrole — première émission d'une série consacrée au pétrole. Aujourd'hui, de la découverte du premier gisement en Pennsylvanie en 1859 à celle des gisements de Bakou en 1892.

22 h. A2. 39-45 : première partie d'une émission sur la Seconde Guerre mondiale, qui fait largement usage de films d'époque, aussi bien allemands qu'alliés.

22 h. 20 FR3. Film La grande bourgeoisie de Mauro Bolognini, avec Catherine Deneuve. Inspiré par un fait divers italien, l'atmosphère étouffante d'une famille riche à Bologne, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle.

### Jeudi 9 mai

20 h. 35 TF1. Les misérables, premier épisode d'un film en quatre parties. Une adaptation de plus de l'œuvre de Victor Hugo, par Alain Decaux et

Robert Hossein, avec, entre autres, Lino Ventura, Jean Carmet.

20 h. 35 A2. Film La cuisine au beurre avec Fernandel et Bourvil. De la rivalité de la cuisine au beurre et de la cuisine à l'huile...

20 h. 35 FR3. Film Manhattan, de et avec Woody Allen.

23 h. 05 TF1. Film Le seigneur de la guerre avec Charlton Heston. Aventures historiques dans la France féodale du XI<sup>ème</sup> siècle.

### Vendredi 10 mai

20 h. 35 FR3. François Mitterrand, portrait d'un président. Après Giscard, c'est maintenant Mitterrand que présente la télévision, dans son cadre « naturel ».

21 h. 35 A2. Apostrophes : l'émission de Bernard Pivot est consacrée aux écrivains enseignants, ou assimilés : avec en particulier Paul-Guth et... Chevènement.

23 h. A2. Film It's a gift, burlesque, avec, le désopilant W.C. Fields.



## « La route des Indes »

de David Lean

1920 : Mrs Moore et Adela, sa future belle-fille, ont pris la route des Indes. Issues de la bonne société anglaise, elles vont rejoindre cette même bonne société qui règne aux Indes, les gouverneurs, juges, officiers de police et leurs épouses, garants de l'ordre que Sa Très Gracieuse Majesté britannique entend faire régner à l'autre bout du monde.

Les deux femmes, ouvertes et simples, voudraient bien découvrir l'Inde et ses vrais habitants. Mais rien ne se passe comme elles l'avaient rêvé. Même dans ce petit coin de l'Inde, les Anglais se conforment à tous les usages des parfaits gentlemen. Ils ne sortent de leurs villas que pour se rendre à leur club ou à des matches de polo. Quant à la population indienne — tout du moins la petite bourgeoisie et la bourgeoisie locales — on ne leur permet pas de l'approcher... hormis dans de très protocolaires « parties » où les Anglais écrasent de leur morgue et de leur suffisance les personnalités indigènes, envieuses, serviles même, mais aussi haineuses devant la puissance occupante.

Bravant les interdits, Mrs Moore et Adela, par le truchement du principal du collège — un Anglais anti-conformiste et libéral — vont rencontrer et sympathiser avec des Indiens. Mais une excursion organisée par un jeune médecin indien va tourner au drame. Accusé de tentative de viol, Aziz le médecin est jeté en prison...



Deux mondes vont alors s'affronter : les Anglais, qui veulent faire tomber une tête pour montrer qu'ils sont les maîtres face à l'hostilité montante de la population ; l'intelligentsia indienne, qui veut faire toucher terre au lion britannique et qui, s'appuyant sur la colère des masses, brigue la succession. Les deux femmes et Aziz seront les victimes de l'affrontement.

David Lean, auteur du *Pont de la rivière Kwai* de Laurence d'Arabie et du *Docteur Jivago*, a à peu près suivi dans son film le roman du même nom qu'écrivit en 1924 l'écrivain libéral anglais E.M. Forster, après deux long séjours aux Indes.

Le film se termine « bien », par la réconciliation entre le petit bourgeois indien et le petit bourgeois anglais humaniste, et offre un dénouement édulcoré par rapport au roman. Cependant, dans la plus grande partie du film, derrière l'intrigue, ce sont les méfaits du colonialisme tel qu'il fut pratiqué dans l'empire britannique qui sont dénoncés. Pas de lourde démonstration, mais une succession rapide d'images hautes en couleurs, qui suggèrent les situations, les tensions, les intérêts en jeu. Le film dure 2 h.45, mais on ne s'en aperçoit pas.

Annick MORIZET

## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT.** — I. Ne tremblent pas. II. Arbuste à fleurs blanches et à fruits rouges. III. Marteau à deux têtes. Arrêt de circulation. IV. Coller. V. Nouveau. Empêche le coup de partir. VI. Interjection enfantine. Article. Canton de la Côte d'Or. VII. Sans sexe. Venu parmi nous. VIII. Mille-pattes. Va prendre l'air. IX. Ils valent parfois de l'or. X. Vent du nord dans le Midi. Sert à relier.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	H	E	L	I	C	O	I	D	A	L
II	O	L	I	G	A	R	C	H	I	E
III	X	O	C	H	I	M	I	L	C	O
IV	H	I	E	.	L	I	.	.	H	P
V	A	G	N	E	L	L	E	.	A	A
VI	.	N	C	.	O	L	I	.	.	R
VII	.	E	I	R	U	E	L	F	E	D
VIII	C	R	E	A	T	.	A	U	R	I
IX	.	A	E	.	I	N	T	E	R	.
X	A	S	S	A	S	S	I	N	A	T

**VERTICALEMENT.** — 1. Elle vit au milieu des volcans. 2. Ensemble de particules d'eau. Accompagne. 3. Proche du trèfle. 4. Pas du domaine des rêves. Orientées. 5. Cœur de veau. Usages. Conjonction. 6. Marque cutanée. Démonstratif. 7. Gibier que l'on chasse au fusil. Dans la poche d'un Indonésien. 8. Prénom féminin. Possessif. 9. Ancienne mesure de capacité. 10. Pour mesurer certains volumes. Vase de laboratoire.

## Sélection cinéma

Films récents...

**ANTARTICA**  
de Koreyoshi Kurahara  
Les chiens d'une expédition scientifique luttent pour leur survie. Magnifiques images de l'Antarctique. Paramount Marivaux 2° Paramount City Triomphe 8°, Paramount Galaxie 13°.

**La DECHIRURE**  
de Roland Joffé.  
Le Cambodge, de la présence américaine au régime des Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur. Gaumont Les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Paramount Odéon 6° (vo). Rotonde 6° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). Paramount Opéra 9°.

**EIJANAICA.**  
de Shohei Imamura.  
Une évocation des quartiers populaires du Japon du XIX<sup>e</sup> siècle, du système féodal corrompu, et de la révolte de millions d'hommes et de femmes qui se reconnaissent alors dans le mot d'ordre « Changer le monde ». Reflet Médicis 5° (vo). Reflet Balzac 8° (vo). Olympic Entrepôt 14° (vo). Sept Parnassiens 14° (vo).

**AMADEUS**  
de Milos Forman.  
Mozart, le génie farceur et trop gai, s'oppose à Antonio Salieri, le compositeur de Cour officiel à la médiocrité sombre et jalouse. Les deux portraits sont remarquables et le film passionnant aide à connaître et apprécier la musique de Mozart. Impérial 2°. Vendôme 2° (vo). Cinoches 6° (vo). George V 8° (vo). Studio 49 9° (vo). Montparnos 14°.

**SOLDIER'S STORY**  
de Norman Jewison.  
L'enquête sur le meurtre d'un sergent noir dans l'armée américaine de 1944 révèle des réactions différentes des Noirs, face au racisme de la société. Opéra Night 2°. Gaîté Boulevard 2°. Marignan 8° (vo).

**LA DIAGONALE DU FOU.**  
de Richard Dembo.  
L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas. Impérial 2°. St-Germain Studio 5°. Elysées Lincoln 8°. Paramount Montparnasse 14°. PLM Saint-Jacques 14°.

**GREYSTOKE**  
de Hugh Hudson  
Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Capri 2°.

**KAOS**  
de Paolo et Vittorio Taviani.  
La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie. 14 Juillet Racine 6° (vo).

**PARIS, TEXAS.**  
de Wim Wenders.  
Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain. Panthéon 5° (vo). Marbeuf 8° (vo).

**LES RIPOUX**  
de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.  
Des flics corrompus dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée. Danton 6°. Normandie 8°. UGC Boulevards 9°. Fauvette 13°. Paramount Montparnasse 14°. Convention St-Charles 15°. Ranelagh 16°.

**AU-DELA DES MURS**  
d'Uri Barbash  
Dans une prison israélienne, des « droits communs » juifs et des prisonniers politiques palestiniens, que sépare un fossé de haine, finissent par fraterniser face à l'administration. Un tableau de la violence de la société israélienne, mais aussi un film d'espoir. Ciné Beaubourg 3° (vo). Odéon 6° (vo). Biarritz 8° (vo). UGC Boulevard 9°. Espace Gaîté 14° (vo).



... et moins récents

**LA BALLADE DE NARAYAMA**  
de Shohei Imamura  
Dans un village japonais, les vieillards doivent se retirer sur la montagne pour y mourir : une légende cruelle, mais aussi une description de ce

que fut la vie des paysans dans ce pays. Champo 5°.

**DOCTEUR JIVAGO.**  
de David Lean.  
Une grande fresque à l'époque de la Révolution russe. Olympic Luxembourg 6° (vo).



## « Les hommes de l'extrême-droite »

Le Pen, Marie, Ortiz et les autres

d'Alain Rollat

Ce livre d'Alain Rollat, journaliste au journal *Le Monde* (co-auteur de *L'effet Le Pen* publié en 1983) fait le point sur les multiples courants qui constituent l'extrême-droite aujourd'hui, de la « nouvelle droite », au « Club de l'Horloge », en passant par les « solidaristes », les néo-nazis, les anciens de l'OAS, le GRECE et quelques chapelles intégristes ou pétainistes. Mais la plus grande partie de ce livre est consacrée à Le Pen et au Front National. A l'aide d'interviews, de citations extraites de discours ou d'écrits, et en rappelant les faits, il retrace l'itinéraire de Le Pen, marginal d'extrême-droite parmi d'autres, et il décrit dans quelles circonstances il s'est retrouvé à la tête d'un courant électoral dont les scores sont actuellement comparables sur le plan numérique à ceux obtenus aux dernières élections par le PCF.

Alain Rollat rappelle tout d'abord comment Le Pen est loin d'être un homme nouveau. C'est en effet en 1956, à 28 ans, que, jeune sous-officier à peine démobilisé d'Indochine, il a été élu député sur les listes de Pierre Poujade, pour lequel il a fait ses premières armes de tribun et de démagogue. Il rompit peu après avec Poujade pour rempiler dans le 1<sup>er</sup> REP et, après un « stage » de quelques mois en Algérie, où il s'occupa du démantèlement des réseaux du FLN, épaula les dirigeants de l'OAS. Partisan de l'Algérie française, il est pour le « non » à De Gaulle pour le référendum concernant l'indépendance. Il s'est alors retrouvé dans une situation marginale. Il participa ensuite aux différentes tentatives d'émergence de l'extrême-droite : les comités pour l'élection de Tixier-Vignancourt lors de l'élection présidentielle de

1965 ; la fondation du mouvement Ordre Nouveau ; la création du Front National qui, face à son rival le Parti des Forces Nouvelles, regroupe derrière Le Pen un conglomerat de groupuscules où se retrouvent aussi bien des anciens de l'OAS, des nostalgiques de Pétain et des représentants d'une droite plus « traditionnelle ».

Alain Rollat décrit la participation de Le Pen aux élections municipales de 1983, où Le Pen recueillit 11,26 % des voix dans le XX<sup>e</sup> arrondissement. Il montre comment, faisant campagne sur l'insécurité et le danger de l'immigration, le Front National et son leader vont saisir chacune des occasions qui vont se manifester pour asseoir électoralement leur courant dans le contexte de crise économique et de déception provoquée par la gauche au pouvoir. Il décrit aussi les réactions qu'a entraînées l'élection municipale de Dreux (16,72 % au premier tour), puis celle d'Aulnay-sous-Bois en novembre 1983 (9,32 %). Il présente comme un succès personnel de Le Pen le résultat à l'élection législative partielle d'Auray-Morbihan (12,02 %). Il évoque également les élections européennes de 1984, qui ont montré que cette percée électorale existait à l'échelle du pays.

Alain Rollat montre comment, avec des thèmes aussi réactionnaires et démagogiques que le nationalisme exacerbé, l'insécurité, la lutte contre l'immigration, l'ordre moral, la famille, le « capitalisme populaire libéral », Le Pen essaie d'attirer à lui non seulement les anti-communistes, les nostalgiques de Pétain, des catholiques intégristes, des néo-poujadistes défenseurs du commerce, mais aussi des

AFP



Entre autres visages de l'extrême-droite. De gauche à droite : le général Salan au temps de la guerre d'Algérie ; Occident quelques années plus tard ; aujourd'hui Le Pen.

gens des classes populaires qui manifestent leur mécontentement, leur défiance à l'égard des hommes politiques plus « traditionnels » en votant Le Pen.

Alain Rollat rappelle à juste titre qu'au moment de la venue de Mitterrand au pouvoir, en 1981, l'extrême-droite, et le Front National en particulier, restait confinée dans le marginalisme électoral, avec des résultats en baisse par rapport à 1978. Mais il n'explique pas comment il se fait que cette percée électorale de Le Pen se fasse justement à une période

où des politiciens de gauche sont au pouvoir. Il ne cherche pas à expliquer comment la politique de Mitterrand et du gouvernement, leur pleurerie devant la droite, a créé les conditions politiques et psychologiques d'un renforcement de la droite et de l'extrême-droite. Il ne montre pas comment cette situation représente peut-être le pire cadeau empoisonné que Mitterrand ait fait à la classe ouvrière. Il ne s'interroge pas sur le rôle que peuvent vouloir jouer un jour « les hommes de l'extrême-droite ». Même s'il déplore dans son introduction

qu'il « en résulte déjà une banalisation des sentiments de racisme, de xénophobie, d'intolérance », il se contente en réalité de décrire, à travers les prises de position et des citations, ce qu'il appelle « le phénomène politique le plus important apparu dans la vie publique française depuis l'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République ».

Claude CHARVET

Les hommes de l'extrême-droite — Le Pen, Marie, Ortiz et les autres d'Alain Rollat, Ed. Calmann-Lévy, 235 p., 89 F.

## « Une disparition de haute importance »

d'Edward Topol et Fridrich Neznansky

Les amateurs de « polars » ne seront pas déçus par ce roman policier bien ficelé, fertile en rebondissements ponctués par ce qui convient à ce genre littéraire, disparitions, enlèvements, meurtres et, bien sûr, fausses pistes destinées à égarer le lecteur.

Mais ce qui en fait l'attrait principal, c'est d'avoir été écrit par deux auteurs soviétiques émigrés en Occident, qui ont situé leur intrigue dans un monde qu'ils connaissent bien pour y avoir exercé professionnellement : celui de la presse et de la magistrature soviétiques.

Vadim Bielkine est un journaliste assez original mais apparemment plein d'avenir : ses chroniques à la *Komsomolskaïa Pravda* — enfin, celles que la censure parternaliste mais jamais en défaut de ses chefs a laissé paraître — l'ont fait remarquer en haut lieu. On murmure même que Léonid Brejnev l'apprécierait beaucoup et on en veut pour preuve le fait qu'il l'ait choisi pour l'accompagner à Vienne, pour y couvrir d'importantes négociations soviéto-américaines. Las ! A quelques jours du départ, le journaliste-vedette a mystérieusement disparu et,

comme personne n'ose en avertir le secrétaire général, le petit juge Chamraïev se retrouve investi de la lourde responsabilité — avec menaces à l'appui — de retrouver coûte que coûte Bielkine.

Dans sa recherche, il nous entraîne dans les coulisses de la société soviétique, avec ses grands trafics — les « exploits » en ce domaine de la propre fille de Brejnev ou de la mafia de l'Azerbaïdjan peuvent surprendre, mais ne relèvent pas de la seule fiction romanesque... selon la presse

soviétique, elle-même —, ses combines minables, ses bureaucrates vaniteux et d'autant plus vertueux que leurs fonctions et les avantages qui vont avec les mettent à l'abri du besoin et leur permettent même de vivre sur un pied tout à fait comparable à celui d'Occidentaux aisés. Au passage, le petit juge ne doit pas seulement tenter d'éviter les pièges mortels des trafiquants de drogue protégés que dérange son enquête, mais il a aussi à passer entre les tirs croisés des différentes fractions de la bureaucratie dont les rivalités trouvent dans cette

affaire de nouveaux motifs d'affrontement.

Il est bien sûr difficile de départager la fiction de la réalité dans le tableau de la société soviétique actuelle que brossent à grands traits les deux auteurs. Mais, comme leur histoire se tient et qu'elle est menée tambour battant, on s'y laisse prendre et on finit même par y croire un peu...

P.L.

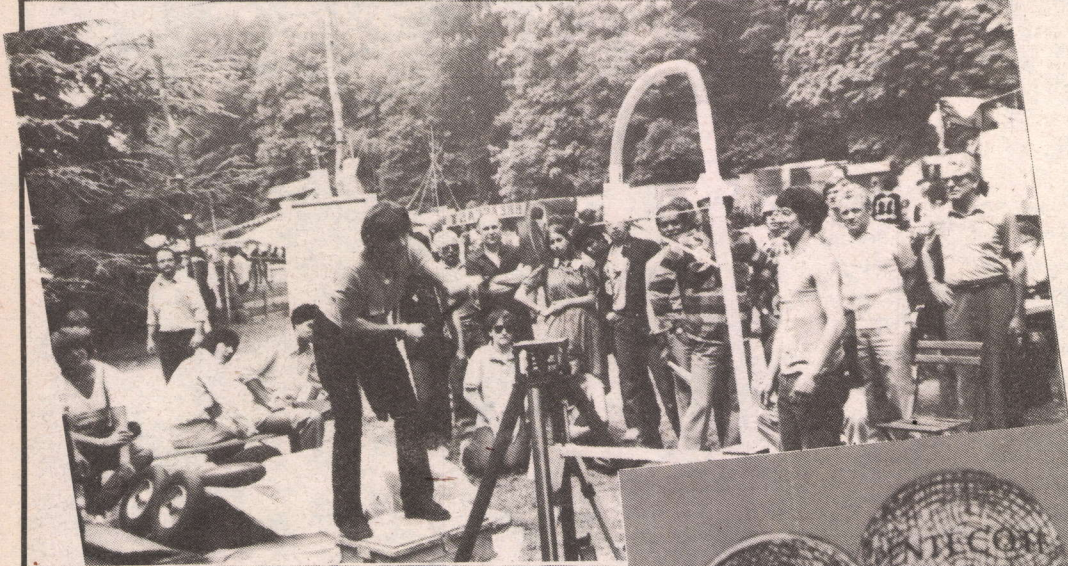
Une disparition de haute importance de Topol et Neznansky, le livre de Poche, 382 pages, 28 F.





*Pentecôte 85*

## 25, 26, 27 mai BIENTOT LA FETE



Oui, c'est la fête pendant trois jours dans un parc boisé à Presles, dans le Val d'Oise. — Trois jours de divertissements et de rencontres, autour de multiples spécialités régionales.

— De multiples débats, des expositions, des discussions, des montages audiovisuels.

— Des jeux pour les jeunes et les moins jeunes, du cinéma, des bals, de l'animation, du rire.



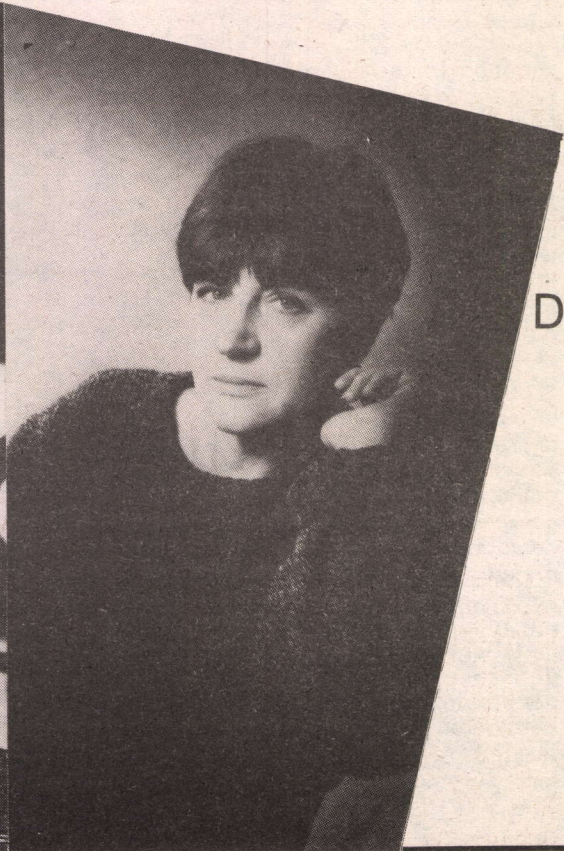
Nous pouvons déjà annoncer :

SAMEDI Marianne Sergent  
Luther Allison

DIMANCHE Anne Sylvestre  
Agouti (ballet antillais)

LUNDI Francis Lalanne  
Francesca Solleville  
Karim Kacel

Et aussi, pendant les trois jours, du rire avec Jean Kergrist, du théâtre avec le Gruppo Teatro Laboratorio, et des dizaines d'autres groupes de musiciens, chanteurs, comédiens.





## Blocus américain pour asphyxier le régime sandiniste

L'offensive du gouvernement Reagan contre le régime sandiniste au Nicaragua continue. La semaine dernière, la Chambre des représentants à majorité démocrate refusait de voter les crédits d'aide aux contre-révolutionnaires qui mènent la guérilla contre le régime sandiniste. Qu'à cela ne tienne, cette semaine Reagan, ayant recours à des pouvoirs d'urgence, a annoncé un embargo commercial total à partir du 7 mai contre le Nicaragua. Prenant prétexte entre autre, du fait que les dirigeants sandinistes essayent d'obtenir de l'URSS une compensation aux pressions économiques des USA, Reagan a décidé d'arrêter tous les échanges commerciaux entre les USA et le Nicaragua afin de tenter de paralyser totalement l'économie nicaraguayenne qui ne peut que difficilement se passer de tout échange avec les USA.

La guerre économique que livre l'impérialisme américain contre ce petit pays d'Amérique centrale n'est pas nouvelle. C'est ainsi que le volume

du commerce du Nicaragua avec les USA est passé de 30 % en 1982 à moins de 20 % en 1984. Les quotas d'importation de sucre aux Etats-Unis sont passés en deux ans de 58 000 à 6 000 tonnes. Et les interventions de Washington pour bloquer les demandes de crédits de Managua auraient fait perdre aux sandinistes quelque 556 millions de dollars en trois ans. Malgré tout, les USA restaient encore le premier partenaire commercial du Nicaragua. Ainsi, en 1984, ce pays a exporté pour environ 57 millions de dollars de marchandises aux USA et en a importé pour 111 millions.

Alors, l'embargo américain risque de poser de nouveaux problèmes au régime sandiniste qui connaît déjà une situation économique catastrophique. Au prix d'un effort militaire énorme (40 % du budget de l'Etat est consacré à la défense), les dirigeants sandinistes ont réussi à contenir la pression des « contras » armés et financés par les USA. Mais cet effort pèse de plus en plus sur la population. Ainsi, au

cours des derniers mois, des hausses importantes des produits de première nécessité ont été décidées.

Reagan n'a pas encore osé se lancer dans une aventure militaire ouverte au Nicaragua. Le Nicaragua n'est pas la petite Grenade, et il peut y craindre une mobilisation populaire dont ses *marines* ne seraient pas sûrs d'arriver à bout aisément.

Mais c'est le même but qu'il vise. En faisant en sorte que les conditions de vie dans le pays soient de plus en plus dures pour la population, l'impérialisme américain espère que le régime sandiniste finisse par se discréditer. Ainsi, la contre-révolution pourrait trouver davantage de soutien dans la population, et la guerre menée par les « contras » armés et entraînés par les USA pourrait peut-être venir à bout du régime sandiniste. C'est le calcul que le gouvernement américain avait fait il y a déjà longtemps pour Cuba. Un calcul qui s'était révélé mauvais.

P. CHAMBEY



Daniel Ortega, l'actuel chef de l'Etat nicaraguayen.

## BRESIL

### Les travailleurs ne respectent pas la paix sociale

D'après la presse et en particulier le journal *Le Monde*, des mouvements de grève importants ont lieu au Brésil. Dans la banlieue de Sao Paulo, la plus grande ville industrielle de ce pays, où sont concentrées d'énormes usines de métallurgie qui ont nom Volkswagen, Ford, General Motors, Mercedes-Benz, les travailleurs ont fait la sourde oreille aux appels au calme social lancés par les dirigeants du récent gouvernement civil au moment de la maladie puis de la mort de Tancredo Neves. Et la plus grande partie de ceux qui, il y a quatre semaines, ont commencé le mouvement, semble aussi ne pas vouloir se contenter des premières concessions patronales et gouvernementales faites il y a une semaine concernant le réajustement semestriel du salaire minimum. En effet, même si son augmentation de 100 % peut paraître une concession importante vue d'ici, elle correspond en réalité tout juste au taux d'inflation officiel dans ces mêmes six mois et ne dépasse que de 6 % l'augmentation minimum prévue par la législation en vigueur sous les militaires. Par ailleurs, les travailleurs concernés par ce mouvement continuent de revendiquer le principe d'un réajustement trimestriel (et non semestriel) des salaires, la réduction du temps de travail de 48 heures à 40 heures et la réintégration des ouvriers licenciés par les directions patronales pour « fait d'agitation ».

Cette banlieue sud de Sao Paulo qui a déjà connu à plu-

sieurs reprises des grèves importantes sous la dictature est une des régions où la classe ouvrière brésilienne est la plus concentrée (350 000 métallurgistes) et la plus organisée. Mais il semble que des mouvements de grève se soient aussi déclenchés dans d'autres régions et d'autres secteurs, en particulier dans les transports aériens, et dans les autres transports.

Le successeur de feu Tancredo Neves, José Sarney, qui est donc depuis dix jours président du pays, semble avoir décidé pour le moment de prendre une attitude souple. Déclarant que « le pays doit s'habituer aux grèves », il a affirmé qu'il ne se servirait pas des lois héritées de la dictature qui sont encore en vigueur et qui ne reconnaissent pas le droit de grève et donnent au gouvernement le droit d'intervenir dans les syndicats accusés d'enfreindre la légalité.

C'est que José Sarney — président par accident si l'on peut dire — ne s'est nullement forgé au fil des mois, comme l'avait fait Tancredo Neves, un personnage d'homme politique libéral, opposé aux militaires et garant de la « démocratie » pour le peuple. Au contraire, ceux qui le connaissent avant qu'il soit le numéro 1 du régime civil avaient de lui l'image d'un ami des militaires. Alors, pour qu'il puisse jouer le rôle de Tancredo Neves, encore faut-il qu'il évite les maladresses qui pourraient mettre le feu aux poudres. Mais le patronat brésilien craint aussi que la classe ouvrière s'enhardisse et

que l'agitation sociale s'étende.

C'est sans doute là un problème préoccupant pour la bourgeoisie brésilienne qui comptait sur la popularité de Tancredo Neves et les illusions démocratiques que son élection avait engendrées, pour faire accepter aux millions de pauvres que compte ce pays une misère accrue par la crise et la rapacité des banques occidentales.

Leurs calculs ont subi un avatar à cause de la maladie et de la mort de Neves, mais la classe ouvrière brésilienne a les moyens de les faire échouer. Dans le seul Etat de Sao Paulo, il y a quelque 3,5 millions d'ouvriers, auxquels il faut ajouter autant de chômeurs. Et dans l'ensemble du Brésil, il y a des dizaines de millions de prolétaires des villes, sans compter d'autres dizaines de millions de prolétaires des campagnes, ouvriers agricoles, chômeurs, paysans sans terre.

Les cervelles civiles et militaires qui avaient mis sur pied le projet de transition démocratique n'avaient pas prévu de les solliciter autrement qu'en leur demandant de temps en temps de voter (et encore, car jusqu'à présent il faut savoir lire pour voter !). Eh bien, en démarrant un mouvement gréviste, les métallurgistes de la zone sud de Sao Paulo viennent de se donner un tout autre moyen de se faire entendre.

H. Mauthey

### Souvenir, souvenir...

Reagan visitant avec son ami Kohl un cimetière de l'armée allemande où reposent entre autres quelques dizaines de SS, a fait jaser.

C'est vrai qu'en France on est généralement plus délicat : on promène nos visiteurs de marque sur la tombe d'un soldat inconnu afin d'éviter qu'ils ne puissent être compromis ni par ses crimes ni par ses idées.

Mais à part cette précaution,

les chefs d'Etat français honorent tous volontiers, les combattants de la guerre d'Algérie qui a eu aussi ses Oradour. Tout comme les présidents américains honorent tous les morts, et décorent les vivants de la guerre du Vietnam qui a eu aussi son lot d'atrocités commises au nom de l'Etat américain.

Tout comme, pour en revenir à la guerre de 1940, ils se glorifient tous du massacre d'Hiroshima.

### Tapie, vedette du c... c... show

Cela faisait longtemps que Tapie faisait du cinéma, mais il n'était encore jamais monté sur la scène. C'est désormais chose faite, depuis le gala que lui ont offert les élèves de l'Ecole supérieure des dirigeants d'entreprises au palais des Congrès, le 30 avril.

Musique « in », vidéo géante, lumières psychédéliques, tous les ingrédients d'un show réussi y étaient. Ça manquait bien un peu de vedette, mais l'idole des apprentis-patrons était bien au rendez-vous.

Pour être sûr que la leçon serait comprise des plus demeurés, Tapie avait fait apposer ce slogan géant : « Tapie, un battant, un modèle ». Sa réussite, ce n'est pas aux emplois qu'il a volés aux ouvriers qu'il la doit, c'est « parce que j'ai aimé ». Son image de marque ? Simple : il faut « être un leader » parce que « la population est demandeuse d'identification au chef ». Quant à la politique, a-t-il ajouté, « j'en ferai quand la société sera prête au libéralisme ». Pas de surprise donc : rien que l'habituel cocktail de flagornerie et de suffisance imbécile assaisonné de plaisanteries graveleuses.

Et dire que dans ce public de potaches, il ne s'en est pas trouvé un seul pour s'essayer au tir à la tomate ! Qu'est-ce qu'on leur apprend donc à l'école, de nos jours ?

### Socialisme à la française : les patrons collectivisés

Le capitalisme, c'est quand chaque ouvrier a un patron sur le dos. Le socialisme c'est quand les ouvriers de plusieurs entreprises peuvent mettre en commun tous leurs patrons pour en avoir ainsi chacun plusieurs sur leur dos.

C'est en tout cas l'idée novatrice que vient d'avoir le gouvernement français : en effet il vient d'adopter un projet de loi aux termes duquel plusieurs patrons de petites entreprises (des entreprises de moins de 11 employés chacune) pourraient former une association (« sans but lucratif » est-il précisé non sans ironie !) pour embaucher leur personnel.

L'ouvrier embauché par l'association aurait ainsi l'insigne avantage d'avoir plusieurs patrons, d'être obligé de courir sans cesse d'une entreprise à l'autre en fonction des besoins de celles-ci, pour être toujours là où il y a le plus de travail urgent à faire.

Bien sûr, les mauvaises langues, *Lutte Ouvrière*, *Rouge*, *Informations-Ouvrières*, et même *l'Humanité*, vont encore crier que c'est un nouveau cadeau aux patrons et que ça va leur permettre d'économiser de la main-d'œuvre et d'accroître le chômage. Mais on ne peut pas tout avoir : comment convaincre les patrons de la supériorité de la collectivisation si ça ne leur procure pas des avantages ?